

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Réseau "Sortir du nucléaire" ♦ 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 ♦ Tél. : 04 78 28 29 22
Fédération de 872 associations agréée pour la protection de l'environnement

 Réseau
Sortir du
nucléaire

Sommaire

Mobilisation : Chernobyl Day, 26 avril 2010	P. 3
EPR, qui sont les irresponsables ?	P. 6
Bilan : Copenhague et campagne "Don't nuke the climate"	P. 8
Actions et vie des groupes	P. 9
"L'aventure" de la bombe, 50 ans plus tard...	P. 11
BD : Au nom de la bombe (extraits)	P. 12
Le TNP a-t-il un futur ?	P. 16
En bref	P. 17
Le centre nucléaire de Cadarache : Quels dangers ?	P. 20
Inscrivez-vous aux rencontres d'été du Réseau !	P. 21
Nucléaire : renaissance ou fin d'empire ?	P. 22
Tribune libre	P. 24
Gérons l'éclairage public	P. 26
Le granulé de bois : le fuel de l'avenir ?	P. 27
Accompagner l'habitat groupé : un nouveau métier	P. 29
Informatique : réduisez votre impact écologique	P. 31
Soutien d'artiste : LÉOparleur	P. 34
A lire	P. 35

Nous mettons à votre disposition l'ensemble des documents de l'AG, comme chaque année, ainsi que des réponses aux questions les plus fréquemment posées sur nos récentes difficultés internes. Consultez ces documents sur le site : www.sortirdunucleaire.org/info/
Ou cochez la case pour les recevoir sur le coupon-réponse joint à cette revue.

Éditorial

Contre le nucléaire, continuons à agir ensemble !

Cet hiver, de sérieuses turbulences ont secoué notre fédération. Suite à un mouvement social, 11 des 13 salariés du Réseau se sont mis en grève. Les administrateurs de l'association se sont divisés sur la gestion de ce conflit : pendant un mois, la situation est restée bloquée.

Les 6 et 7 février, l'Assemblée générale a décidé à une large majorité de révoquer l'ensemble des administrateurs, et d'élire, pour un mandat provisoire, un Conseil d'administration renouvelé. Notre première action a été d'apporter sans délai des réponses aux revendications des salariés. Depuis le 8 février, toute l'équipe travaille à nouveau d'arrache-pied contre le lobby nucléaire, et pour renforcer votre réseau antinucléaire.

Début mars, des administrateurs révoqués ont écrit un texte pour mettre en cause le déroulement de l'AG et faire croire que le Réseau se détournerait de son engagement antinucléaire ! Suite à un piratage des listes mails du Réseau, ce texte a été diffusé largement à nos donateurs et sympathisants, ainsi qu'aux médias - alors même que le Réseau traverse une période très délicate au niveau financier.

A quoi bon ces polémiques vaines et démobilisatrices ? Réservons nos forces à la lutte contre le lobby nucléaire ! Lui seul sortirait gagnant d'un affaiblissement du mouvement antinucléaire français. **Vous le constaterez au fil de ce numéro, nous bataillons sur tous les fronts pour atteindre l'objectif qui nous rassemble : un monde sans nucléaire !**

Autour du 26 avril, le Chernobyl Day va être l'occasion de nombreuses actions en France et à l'étranger (p. 3 à 5). Nous nous engageons pour l'obtention d'une Convention d'élimination des armes nucléaires (p. 16). Début mars, à la veille d'une foire promotionnelle de l'industrie nucléaire française, nous avons rendu publics des documents confidentiels d'EDF, qui démontrent que l'EPR présente un sérieux risque d'accident majeur. Ces informations ont été largement relayées dans les médias et ont suscité des réactions au plus haut niveau ! (p. 7 et 8) Nous dénonçons le "débat public" bidon sur le projet de réacteur EPR à Penly, et nous organisons des actions lors des réunions publiques.

Nous devons tirer les leçons de nos récentes difficultés internes, pour faire évoluer le fonctionnement de la fédération. Depuis 12 ans, le Réseau a grandi. Il a multiplié le nombre de ses actions et la masse de travail qui repose sur des salariés et des bénévoles très sollicités. Comment mener nos projets avec nos forces associatives limitées ? Comment adapter notre fonctionnement pour faire cohabiter des groupes très différents ? Notre prochaine AG des 19 et 20 juin permettra d'aborder ces enjeux importants.

Nous avons besoin de votre soutien pour poursuivre cette aventure fédératrice unique qu'est le Réseau "Sortir du nucléaire" : rassembler un maximum de groupes, de citoyens, de sensibilisés, de luttes... pour sortir du nucléaire au plus vite !

Très cordialement,

**Les administrateurs bénévoles
du Réseau "Sortir du nucléaire"**



Chernobyl Day - 24 au 26 avril 2010 :

jours internationaux de mobilisation contre le nucléaire

Le 26 avril 2010, la catastrophe sanitaire consécutive à l'accident de Tchernobyl entrera dans sa 25^e année. Cette date sera marquée par de nombreuses actions dans le cadre du Chernobyl Day, journée internationale de mobilisation contre le nucléaire.



DR

L'édition 2009 du Chernobyl Day avait suscité l'organisation de 220 actions partout en France, ainsi que dans plusieurs autres pays.

Pour l'édition 2010, nous soutenons l'institut Belrad, seul organisme indépendant qui aide les enfants du Bélarus. Dans cette région, environ 4 enfants sur 5 sont contaminés par les retombées de Tchernobyl.

Belrad ne reçoit que des dons privés et aucune subvention publique. Il assure des mesures de la radioactivité du corps humain et prescrit des cures de pectine de pomme qui permettent, en 3 semaines, une élimination de 30 à 70 % des substances contaminantes telles que le Césium. Cette action vitale ne solutionne pas tout. Mais, même si cela ne suffit pas, il est urgent d'aider les enfants de Tchernobyl.

Pour contribuer à la pérennité de l'institut Belrad, une collecte de fonds sera organisée par le biais de ventes de pommes et de "bons de pectine".

Pour connaître les événements organisés près de chez vous autour du 26 avril, consultez le programme sur le site : www.chernobyl-day.org

Contacts :

National : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr

Tel : 03 89 41 80 95

International : charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr



© Nouara Aci-Scalabre - www.nouara-scalabre.com

DR



DR



DR



DR



Une exposition présentant 300 grands portraits photos de liquidateurs soviétiques de la catastrophe se tiendra les 24, 25 et 26 avril sur le Parvis des Droits de l'Homme (esplanade du Trocadéro) à Paris. Un événement organisé dans le cadre du Chernobyl Day par le collectif IndependentWho (Pour l'indépendance de l'OMS), en partenariat avec le Réseau "Sortir du nucléaire". Contact : www.independentwho.info/

Soutenons l'institut de radioprotection **Belrad**

Il y a 24 ans, le 26 avril 1986, explosait le réacteur nucléaire n° 4 de Tchernobyl. Les conséquences de cet accident sur la santé des populations (cancers, pathologies multiples, effets mutagènes et tératogènes) affectent et affecteront profondément plusieurs générations.



L'un des pays le plus touché par la catastrophe est le Bélarus. La situation politique est difficile dans ce pays, qui connaît la dernière dictature d'Europe. L'Etat néglige les victimes de Tchernobyl alors que le sud-est du pays demeure largement contaminé. Au quotidien, 500 000 enfants y souffrent de l'exposition quotidienne à la radioactivité et restent encore aujourd'hui abandonnés à leur sort. Abandonnés... ou presque. Seul un organisme indépendant, l'institut Belrad, œuvre à soigner ces enfants.

L'institut Belrad a été créé par Vassili Nesterenko pour former médecins, infirmières et enseignants à la radioprotection, et les doter des moyens de contrôler la radioactivité des aliments. Membre de l'Académie des sciences du Belarus, l'un des physiciens les plus en pointe de l'ex-URSS, Vassili

Nesterenko avait quitté ses recherches en technologie nucléaire dès 1990 pour se consacrer à la radioprotection des populations et en particulier à celle des enfants. Depuis sa mort en 2008, l'institut poursuit son travail sous la direction de son fils.

En 1994, avec l'aide d'ONG occidentales, Belrad a introduit des fauteuils mobiles de mesures anthropométriques, les spectromètres pour rayonnements humains, qui permettent de mesurer dans le corps humain la radioactivité due à l'ingestion du Césium. En 12 ans, 284 000 enfants ont été "mesurés" par Belrad, parmi lesquels 85 % à 90 % relevaient d'une radioprotection.

Pour faire baisser le taux de Césium et de métaux lourds contaminants dans l'organisme, Belrad préconise et assure des cures de pectine de pomme qui permettent, en trois semaines, une élimination de 30 % à 70 % du radionucléide. Un traitement d'un coût modeste : 100 à 120 euros par an. Mais aujourd'hui ni l'État biélorusse ni l'aide internationale ne participent au financement des programmes de mesures et de soins organisés par Belrad.

La situation financière de l'institut Belrad est devenue plus précaire encore cette année, notamment en raison de l'arrêt de l'aide de la Fondation France Libertés (elle-même en difficulté avec ses propres subsides). Belrad a lancé un appel pour continuer à pouvoir assurer sa mission. Un appel que nous relayons !

Contact pour l'institut Belrad en France :

Enfants de Tchernobyl Bélarus

<http://enfantsdetchernobylbelarus.doubleclik.asso.fr>

En Europe, certains pays ont la mémoire courte... Ainsi en Slovaquie, la construction des réacteurs 3 et 4 de la centrale de Mochovce avait été stoppée après Tchernobyl mais elle pourrait être relancée cette année, avec le soutien de la firme italienne Enel ! Partout en Europe, le 26 avril, des rassemblements auront lieu devant les ambassades et consulats slovaques et italiens en signe de protestation.

Contact : paula.stegmueller@aon.at,
ou charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr pour les francophones.



Tchernobyl, d'hier à aujourd'hui, d'aujourd'hui à demain...

Pour une reconnaissance des conséquences de Tchernobyl par l'OMS

Il est d'usage courant de dire que la catastrophe de Tchernobyl a eu lieu le 26 avril 1986. En réalité, il faudrait plutôt dire que c'est à cette date qu'elle a commencé. Véritable bombe lancée dans le futur, elle ne cesse de prolonger ses conséquences dans de larges territoires...

De cette vérité, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a jamais pris la mesure. La plus grosse institution internationale dédiée à l'amélioration de la santé est ficelée par les puissances nucléaires et par les institutions qui en émanent. Un accord peu connu — référencé WHA 12-40 et datant de 1959 — engage l'agence onusienne de la santé à soumettre ses éventuelles recherches et publications dans le domaine des rayonnements ionisants à la permission d'une autre agence onusienne : l'AIEA. La fameuse Agence internationale de l'énergie atomique, dont l'objectif avoué est la promotion de l'atome "pacifique". Dès lors, l'OMS n'a nulle autonomie d'initiative dans l'examen ou l'étude des conséquences de la radioactivité sur la santé. Chacun de ses communiqués dans ce domaine ne fait qu'accompagner celui de l'AIEA. Les conséquences "réellement existantes" de Tchernobyl suffisant au plus grand nombre des citoyens éclairés de la planète pour remettre en cause les programmes nucléaires militaires et civils, elles doivent donc toujours être minorées par le lobby nucléaire — au(x) bénéfice(s) de ses brillantes industries. Jusqu'à nier les évidences : le dernier communiqué conjoint OMS/AIEA faisant état d'un bilan de la catastrophe, en 2006, évoquait une cinquantaine de morts et quatre mille cancers induits de la thyroïde pouvant s'avérer mortels...

Ce réductionnisme systématique des conséquences de la catastrophe engendre une défaillance grave de l'OMS à l'égard des populations affectées par l'accident. Il est d'autant plus impardonnable que de nombreux scientifiques, médecins, journalistes et citoyens témoignent de la prolongation du désastre dans les régions contaminées.

Le cas de l'institut Belrad est emblématique. Seul institut indépendant des pouvoirs, au Bélarus, il vient en aide aux enfants, les premiers touchés de ce pays. Pourtant, Belrad ne reçoit aucune aide financière publique. Sa candidature à un appel d'offre d'Europe Aid, par exemple, a été rejetée au motif que "la thématique de [son] projet n'est pas d'actualité"... En effet, les déclarations de l'OMS/AIEA d'avril 2009 prétendent que les territoires affectés par les retombées radioactives de Tchernobyl ne sont plus dangereux pour les populations, et qu'il faut seulement les "rassurer par des conseils pratiques" et les convaincre "d'un retour à la vie normale".

Depuis trois ans déjà, les citoyens réunis autour du collectif IndependentWHO (Pour l'indépendance de l'OMS) assurent une présence symbolique à Genève, face au siège de l'OMS. Ils demandent la révision de l'accord de 1959 qui la lie à l'AIEA. D'autres démarches de pression sur l'OMS sont aussi entreprises. Une rencontre avec de hauts responsables a permis d'envisager l'organisation d'un forum avec des chercheurs indépendants — tels que les auteurs de l'ouvrage de référence *Chernobyl : Consequences of the Catastrophe for People and the Environment* (récemment publié par l'Académie des Sciences de New York). Un projet qui reste en attente...

L'institut Belrad doit être soutenu. Et l'OMS doit retrouver dans tous les domaines son indépendance et sa vocation première : la protection de la santé de toutes les populations.

Collectif Independent WHO
(Pour l'indépendance de l'OMS)

www.independentwho.info - 02 40 87 60 47



Devant le siège de l'OMS se relaient des citoyens connus ou moins connus... Ci-dessous, Danièle Mitterrand.

Le collectif "Pour l'indépendance de l'OMS" lance un appel à volontaires

Tous les jours ouvrables, par tous les temps, ils sont là. Arborant leurs pancartes, ils font le piquet devant le siège de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève. Cela fait trois ans qu'ils se relaient pour interpellier les consciences. Pour dire que l'OMS ne remplit pas sa mission de protection des populations victimes des contaminations radioactives.

Près de 200 volontaires ont déjà participé à cette vigie. Ils viennent passer de quelques heures à une semaine, une ou plusieurs fois par an. L'hébergement est pris en charge par le collectif.

Tout humain désire jouir d'une bonne santé. Par ses mensonges, l'OMS se fait l'alliée du lobby nucléaire. Dans notre lutte pour sortir du nucléaire, il est donc indispensable d'attaquer sans relâche cette forteresse de la désinformation. Ce combat finira par aboutir, à condition que cette dénonciation permanente continue et se renforce.

Pour vous inscrire au planning de la vigie :
Paul Roullaud - tél. : 02 40 87 60 47 - mail : paul.roullaud@free.fr
Plus d'infos sur l'action globale du collectif : www.independentwho.info

Communiqué du Réseau "Sortir du nucléaire" du 06/03/2010

Révélation d'une source interne à EDF : l'EPR risque l'accident nucléaire !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle des documents confidentiels, divulgués par une source anonyme interne à EDF. Ces documents démontrent que la conception de l'EPR implique un sérieux risque d'accident majeur – risque pris en conscience par EDF pour des raisons de calcul économique. Potentiellement sujet à un emballement dont les conséquences seraient incontrôlables, l'EPR s'avère donc extrêmement dangereux.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a constitué un groupe d'experts pour analyser de façon approfondie ces documents, qui nous ont été envoyés très récemment. Voici les premiers enseignements que l'on peut en tirer, ils sont de première importance.



Certains modes de pilotage du réacteur EPR peuvent provoquer l'explosion du réacteur à cause d'un accident d'éjection de grappes (qui permettent de modérer, d'étouffer la réaction nucléaire). Ces modes de pilotage sont essentiellement liés à un objectif de rentabilité économique, qui implique que la puissance du réacteur puisse être adaptée à la demande électrique. Ainsi, dans le but de trouver une hypothétique justification économique à l'EPR,

ses concepteurs ont fait le choix de prendre le risque très réel d'un accident nucléaire. De plus, l'essentiel des arguments en faveur de l'EPR (puissance, rendement, diminution des déchets, sûreté accrue) s'avèrent faux.

EDF et Areva ont tenté de modifier le pilotage du réacteur : ces efforts n'ont pas abouti à des parades éliminant cette classe d'accidents. L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a semble-t-il été tenue à l'écart de ces questions.

Il semble donc bien que la conception de l'EPR accroisse le risque d'un accident de type Tchernobyl, qui entraînerait la destruction de l'enceinte de confinement et la dispersion massive de radionucléides dans l'atmosphère.

Les 8 et 9 mars, Paris accueille une conférence internationale pour inviter 65 pays à se doter de la technologie nucléaire. Cette conférence sera ouverte par Nicolas Sarkozy et animée par le Directeur Général de l'AIEA. Il est scandaleux que la France continue ainsi à faire la promotion du nucléaire en général, et de l'EPR en particulier, alors même que la dangerosité de ce réacteur est aujourd'hui démontrée. Il faut donc abandonner immédiatement la construction de l'EPR en Finlande, en France et en Chine, et annuler impérativement le projet prévu à Penly. Le meilleur moyen d'éviter l'accident nucléaire reste la sortie du nucléaire.

Pour plus de détails, les documents confidentiels que nous révélons sont consultables sur www.sortirdunucleaire.org/dossiers/EPR-revelations.html

Monsieur Fillon, qui sont les irresponsables ?

Communiqué du Réseau "Sortir du nucléaire" du 10/03/2010

Lundi 8 mars, à la tribune de l'OCDE, le Premier ministre français a traité "d'irresponsables" certains antinucléaires, qui ont simplement rendu public un document interne à EDF. Ce document révèle que le réacteur nucléaire EPR peut créer une catastrophe de type Tchernobyl.

Mais alors, Monsieur Fillon, qu'est-ce qu'être "responsable", pour vous ? Prétendre que des frontières arrêtent un nuage radioactif ? Vendre à

des pays politiquement instables une technologie mortelle ? Exporter et stocker en Russie des tonnes de déchets nucléaires, qui seront encore nocifs dans des milliers d'années ? Les faire circuler dans des trains qui traversent à heures fixes nos villes et nos campagnes ? Engranger d'énormes bénéfices sans se soucier de la santé, de la nature et de la vie future ? Faire croire que le nucléaire serait une "solution" au réchauffement climatique, contrairement à ce que démontrent toutes les études

sérieuses ? Distinguer nucléaire civil et nucléaire militaire, alors même que ce sont les deux faces indissociables d'une même technologie ? Envoyer des intérimaires, sans formation adaptée, au coeur des centrales ? Faire des essais nucléaires dans des zones habitées ? Cacher pendant des décennies les dégâts de ces essais sur la santé et l'environnement ? Amasser assez de bombes pour faire exploser plusieurs fois la planète ? Imposer le chauffage électrique domestique pour justifier le choix français du tout nucléaire ? Construire des centrales dans des zones inondables ou sismiques ? Oublier des kilos de plutonium dans le recoin d'une installation nucléaire ? Importer du courant électrique en plein hiver, au prix fort, depuis des centrales thermiques au charbon, parce que vos réacteurs nucléaires sont inadaptés aux pics de consommation ? Soutenir des régimes autoritaires dans les pays exportateurs d'uranium ? Construire un réacteur qui ne résisterait pas au crash d'un avion de ligne ?

Monsieur Fillon, vous faites partie de ceux qui cherchent vainement à caricaturer, diviser et diaboliser

les antinucléaires pour tenter de masquer les échecs cuisants du lobby de l'atome. Même si ses déchets resteront dangereux pour les petits-enfants des petits-enfants de nos petits-enfants, le nucléaire, civil ou militaire, appartient déjà au passé. C'est ce qu'ont compris de nombreux pays européens : le Danemark, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, le Luxembourg, qui n'ont jamais développé de programme nucléaire ; l'Espagne et l'Allemagne, qui se sont engagées sur la voie de la sortie du nucléaire ; l'Autriche qui a déclaré anticonstitutionnel le recours à l'énergie nucléaire. Nos voisins européens sont-ils aussi des "irresponsables", M. Fillon ?

Nous serons nombreux le 26 avril prochain, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, pour vous dire que les irresponsables, aujourd'hui, sont ceux qui refusent de voir que l'avenir est à la sobriété énergétique et aux énergies renouvelables, pour un monde sans nucléaire. Quant à vos "responsabilités", elles sont en effet bien réelles : vous devrez en répondre devant les citoyens français et devant les générations futures.

Construction d'un EPR à Penly : "débat public" **bidon** de mars à juillet

Un "débat public" sur la construction d'un nouvel EPR à Penly (Seine-Maritime) se tiendra du 24 mars au 24 juillet 2010.

Ce débat est lancé alors que la décision de construire ce réacteur a déjà été prise et annoncée par le président de la République. Cette construction a été décidée avant tout retour d'expérience sur l'exploitation de ce type de réacteur, en contradiction avec l'engagement pris par EDF lors du débat sur le premier EPR (en construction à Flamanville).

Débattre alors que la décision est déjà prise : cette conception bien particulière de la démocratie est en contradiction avec le droit international et la Constitution française. En effet, il existe un accord international sur la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement : la convention d'Aarhus. Celle-ci exige que le public soit consulté avant toute décision pour pouvoir "exercer une réelle influence". De même, la Charte de l'environnement précise que : "Toute personne a le droit (...) de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement".

Le Réseau "Sortir du nucléaire" refuse de cautionner ce pseudo-débat et cette politique du fait accompli. Il ne participera donc pas aux discussions avec les organisateurs du "débat" et ne sera pas au nombre des associations présentes à la tribune. Mais le Réseau n'hésitera pas à s'inviter pour faire connaître ses positions et pour que le



véritable débat puisse avoir lieu : "l'EPR doit-il être construit, oui ou non ?" Le Réseau appelle à l'organisation d'actions lors des réunions du débat pour dire non à l'EPR et dénoncer la politique nucléaire de la France. En tant que fédération, le Réseau respecte cependant la position de ses associations membres qui décideraient de participer au débat pour y faire valoir leurs arguments contre l'EPR.

Retour sur la campagne "Don't nuke the climate !" après Copenhague

La lutte contre le nucléaire est-elle soluble dans le combat contre le réchauffement climatique ? Mille fois non. Quand ces deux sujets se rejoignent, comme à Copenhague en décembre dernier, le Réseau se mobilise pour mettre l'atome au coeur des débats. Face aux dangereux menteurs qui présentent le nucléaire comme une énergie écologique, les antinucléaires répondent : "ni nucléaire, ni effet de serre".



© Nouria Aci-Scalabre

Une banderole géante "don't nuke de climate" a été déployée sur le bâtiment en face du centre où se déroulait la conférence de Copenhague.

Copenhague, décembre 2009. La capitale du Danemark s'apprête à accueillir un des plus gros sommets de tous les temps, avec l'objectif de parvenir enfin à un accord international pour lutter contre le changement climatique. Tout le monde semble s'être donné rendez-vous, des délégations officielles des différents pays aux militants des quatre coins du monde... Sans compter certaines firmes dont l'engagement en faveur du climat sent le coup de peinture verte toute fraîche...

En perte de vitesse au niveau mondial, l'industrie nucléaire s'est elle aussi invitée à cette grand-messe, espérant bénéficier d'une reconnaissance comme énergie "propre" dans le futur accord international. Auparavant banni des accords sur le climat, le nucléaire a, en quelques années, poussé ses pions... Ainsi, des options sont apparues dans les textes préparatoires, présentant la vente de réacteurs à des pays en développement comme une mesure de lutte contre l'effet de serre !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" contre-attaque

Pas question de laisser cette industrie mortifère se refaire une santé en surfant de manière éhontée sur la préoccupation climatique ! Avec la campagne "Don't nuke the climate !" ("Ni nucléaire ni effet de serre !"), relayée dans une quarantaine de pays, nous avons décidé d'agir sur tous les fronts, en France comme à Copenhague.

Premier objectif : combattre par l'information les mensonges abondamment répandus sur le nucléaire "sauveur du climat". Rappeler que le nucléaire émet lui aussi des gaz à effet de serre, contrairement à ce que prétendent ses promoteurs ; qu'il est trop cher et totalement inapproprié pour prétendre combattre le changement climatique... et évoquer encore et encore les risques qu'il fait courir à l'humanité ! !

En parallèle, rendre visible la mobilisation des anti-nucléaires. A Copenhague, malgré une présence policière surréaliste qui nous a valu une arrestation, la délégation du Réseau a multiplié les actions ². Grande banderole "Don't nuke the climate !" face au centre de conférence, petite sirène affublée d'un masque antiradiation... autant d'images qui ont abondamment circulé. Et grâce à la mobilisation des groupes, plus de 210 actions ont été organisées partout dans le monde pour barrer la route au nucléaire.

Enfin, contre-attaquer sur le lieu même des négociations ! Aux côtés d'une douzaine d'organisations antinucléaires de tous pays, nous nous sommes efforcés de décrypter les textes préparatoires, pour repérer les passages où le nucléaire tentait de refaire surface. Dans le tumulte du sommet, nous avons pris rendez-vous avec plusieurs négociateurs de différents pays (ce qui a permis d'observer quelques revirements !), publié une tribune dans le journal des négociations, organisé des conférences sur les dangers du nucléaire... Enfin, nous avons pu présenter dans le centre de conférence les 54 000 signatures récoltées dans le cadre de la campagne, invitant par la même occasion des personnalités de tous les pays à s'engager pour un accord sans nucléaire devant des médias du monde entier. Juste à temps : le jour suivant, la société civile a été bannie des négociations, qui se sont poursuivies à huis clos !

Pas de consécration officielle pour le nucléaire

Accord décevant, associations environnementales écartées, répression policière massive... Le sommet de Copenhague s'est terminé dans la débâcle. Toutefois, il semble que les antinucléaires aient remporté une bataille : les textes finaux ne font plus aucune mention du nucléaire !

Certes, l'industrie nucléaire ne manquera pas de repartir à la charge... Mais de notre côté, nous continuerons à maintenir la pression. Ni nucléaire ni effet de serre !

Charlotte Mijeon

Chargée des relations internationales pour le Réseau "Sortir du nucléaire"
charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr



© Nouria Aci-Scalabre

à droite :
La Petite Sirène, monument national danois, a été munie d'un masque anti-radiation pour rappeler que le nucléaire ne sauvera pas le climat.

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire au coordinateur des groupes et actions :
 Jocelyn Peyret, 9 rue de la Birg - 68000 Colmar.

Tel.: 03 89 41 80 95 Mail : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr

210 actions barrent la route au nucléaire

Le 12 décembre dernier, plus de 210 actions "Barrons la route au nucléaire" ont été organisées dans 12 pays, avec une forte mobilisation en Italie et en France. Ce rendez-vous international faisait écho à la conférence sur le climat de Copenhague où se tenait le même jour une grande manifestation unitaire pour interpeller les décideurs participant à ce sommet international.



Barrons la route au nucléaire... à Rouen

L'action consistait à symboliquement "barre la route au nucléaire", en fermant l'accès à une installation EDF à l'aide d'un ruban "Ni nucléaire, ni effet de serre" (ou "Don't nuke the climate"). Banderoles, autocollants et affiches permettaient de donner une grande visibilité au message de cette campagne de sensibilisation.

Informations, comptes rendus et photos :
www.dont-nuke-the-climate.org/



... à Charleville-Mézières

Colmar : la place Rapp libérée !

Le 7 novembre dernier, les antinucléaires alsaciens ont manifesté à Colmar sur la fameuse place Rapp, qui avait été interdite au public lors du rassemblement d'octobre contre la centrale de Fessenheim. Cette action symbolique avait pour but de marquer le caractère anti-démocratique de cette interdiction à manifester. Equipés de craies, une centaine de militants ont inscrit leur colère sur le parvis de la place avant de se rendre devant la mairie de Colmar où un die-in était improvisé.



Eolienne : une petite nouvelle à la maison de Bure...

L'association Tripalium, qui auto-construit des éoliennes, a fait une démonstration de son savoir-faire à la maison de résistance de Bure. Elle vient d'y installer Ginette, une éolienne de 12 m, prénommée en référence à une chanson des Têtes Raides. Ginette est conçue pour une production individuelle. Une demande de raccordement au réseau est en cours pour une revente du surplus produit à ENERCOOP. Pour l'instant, le compteur électrique tourne doucement à l'envers.

Trois gros morceaux de bois rabotés, limés et poncés sont devenus les pales puis le système électronique et électrique a été mis en place, entre deux chansons et du thé bien chaud. Un chantier ultra-convivial ! Clou visuel : les 3 pales en pin Douglas sont peintes en rouge vif tandis que le safran (qui équilibre leur rotation) est en forme de soleil jaune. Résultat : en arrivant à Bure, on ne voit qu'elle. Un repère facile pour trouver la maison de Bure lors de votre prochaine visite !

Plus d'infos sur :
burezoneblog.overblog.com et tripalium.org



... en Australie

Appel à vigilance : refusons l'enfouissement des déchets FAVL !

Attention, les déchets radioactifs FAVL ("faible activité à vie longue") cherchent toujours preneurs.

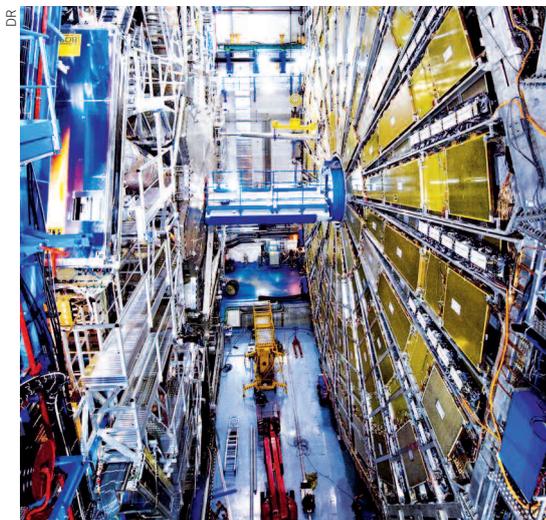
Le premier appel à candidatures de juin 2008 pour trouver un site d'enfouissement s'est soldé par un échec cuisant pour l'ANDRA. 3115 communes françaises ont été démarchées. Une fois mieux informées sur la nature du projet grâce à la mobilisation citoyenne immédiate, elles ont répondu non à une immense majorité. Quelques dizaines se sont présentées sans consulter leurs habitants : elles ont dû redélibérer sous la pression

d'associations locales. Deux communes ont été retenues au final dans l'Aube (Auxon et Pars-lès-Chavanges) : elles ont dû retirer leur candidature, en été 2009, suite à la forte mobilisation locale. Mais le gouvernement va relancer ses recherches dans les prochains mois !

Appel à vigilance donc dans toutes les communes : si l'Andra pointe son nez par chez vous, n'hésitez pas à contacter d'urgence le Réseau "Sortir du nucléaire" ou votre association locale (liste sur www.sortirdunucleaire.fr)

Effets secondaires du CERN : encore un mort

Pierre Allemann est mort le 25 octobre 2009. Son nom vient s'ajouter aux nombreux autres inconnus morts pour le CERN dans l'indifférence générale. Pierre était entré au CERN (Centre européen pour la recherche nucléaire) en 1979. Pendant 15 ans, il y a réceptionné et traité des centaines de tonnes de déchets radioactifs et des kilomètres de tuyaux enrobés d'amiante, sans équipement particulier ni formation. Pour répondre à ses craintes, ses supérieurs lui avaient expliqué que les poils du nez filtraient les particules radioactives qui étaient ensuite éliminées en se mouchant et en crachant ! Pourtant, en août 1994, le médecin du CERN diagnostiqua un cancer du poumon et le licencia. Pierre Allemann réalise alors combien son employeur a abusé de sa confiance.



Avec l'aide de la CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité) et de ContrAtom à Genève, il engage un long combat pour révéler la face cachée du CERN. Les prélèvements démontrent que le site pollue et contamine son environnement. Mais le combat est inégal. La grande presse prend la défense du CERN et des innocents continuent de mourir.

Ci-dessous
Le 17 janvier, le rallye de Bure pour dire non aux déchets nucléaires est passé à Saint-Blin, où était organisé l'enterrement symbolique de la démocratie.



Garde à vue "préventive" pour une militante franco-allemande

Cécile Lecomte dite "l'écureuil" a souvent été arrêtée pour ses actions pacifistes de désobéissance civile. Championne de "l'escalade militante", elle a participé à de nombreux blocages de convois militaires ou de matières radioactives.



Cécile Lecomte

En Allemagne, elle a fait les frais d'une loi qui permet à la police de mettre des personnes en garde à vue pour prévenir d'éventuelles enfreintes à la loi. En novembre 2008, elle a été incarcérée avant le passage d'un transport de déchets hautement radioactifs en provenance de La Hague. Quatre jours dans une cellule de dégrisement, sans lumière naturelle ni occupation, avec une promenade de 20 minutes par jour, menottée à une policière. Une garde à vue à caractère purement préventif : aucun délit ne lui a été reproché.

Cécile a porté plainte devant le tribunal constitutionnel allemand pour dénoncer le non respect du principe de proportionnalité et les atteintes à des droits fondamentaux. Sa garde à vue dans des conditions inhumaines est une pratique dangereuse pour la démocratie.

Aujourd'hui, Cécile doit faire face à 1000 € de frais de justice. Toute aide financière dans son combat sera bienvenue.

Contact : eichhoernchen@ouvaton.org
Tél.: 0049 163 7342462 (en Allemagne)

“L’aventure” de la bombe, 50 ans plus tard...

50 ans après l'explosion de la première bombe atomique française, sous la pression de plusieurs associations, le Parlement a adopté une loi pour la reconnaissance des victimes des essais nucléaires. Pourtant, la vérité est loin d'être rétablie officiellement !

13 février 1960, la première bombe nucléaire française explose en plein cœur du Sahara algérien. Cinquante ans après ces expériences, un rapport confidentiel-défense est enfin révélé. Ses extraits, publiés récemment par la BD *Au nom de la bombe* et la revue *Damoclès*¹, viennent confirmer des témoignages de vétérans des essais jusque-là contestés par les autorités militaires.

Telle l'histoire de ces 200 soldats (relatée pages suivantes). L'armée les a fait manœuvrer à moins de 300 mètres du point zéro dans les minutes qui ont suivi l'explosion de la bombe atomique "gerboise verte", le 25 avril 1961. Les hommes étaient revêtus d'une simple combinaison blanche et portaient un masque à gaz. *Objectif* : "étudier les effets physiologiques et psychologiques produits sur l'homme par l'arme atomique". En clair, vérifier si dans une situation de guerre nucléaire, les soldats ne paniqueraient pas et... continueraient d'obéir aux ordres ! La divulgation de ce rapport vient souligner, une fois de plus, la nécessité de l'ouverture des archives : combien de secrets sont encore planqués dans les tiroirs du Ministère de la défense ?

Suite à l'action conduite par plusieurs associations de victimes, le Parlement a adopté une loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, publiée au Journal officiel le 5 janvier 2010. Un premier pas. Ses limites : tout pouvoir est confié au Ministre de la défense pour décider qui aura droit ou non à bénéficier d'une indemnisation ; les conséquences environnementales ne sont pas prises en compte.

"Le voile se lève un peu plus sur l'incurie, les atteintes à l'intégrité physique des êtres humains, sur le mépris du principe de précaution dont sont responsables les autorités qui décidèrent la réalisation de ces essais" souligne Bruno Barrillot. Mais on est encore loin de connaître toute la vérité. Messieurs et Mesdames les parlementaires et autres responsables politiques et militaires, un peu de courage pour rétablir la vérité et réparer l'ensemble des préjudices causés au nom de la "grandeur atomique de la France" !

Patrice Bouveret

patricebouveret@obsarm.org

Notes :

¹ : Sortir du mensonge. "Quelques vérités nouvelles sur les essais français au Sahara". *Damoclès* n° 128-129 (16 pages, 5 €), Observatoire des armements.

Victimes des essais nucléaires : histoire d'un combat de Bruno Barrillot

Cet ouvrage raconte le combat des victimes des essais nucléaires pour contraindre le gouvernement français à reconnaître les conséquences de ces essais. Comment un réseau se cristallisa autour de nombreux acteurs et avec l'aide de la solidarité internationale dans un combat difficile pour la Vérité et la Justice, face à la raison d'Etat.

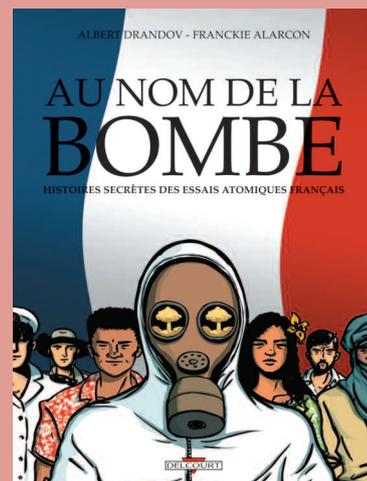
200 pages, février 2010 (18 € port compris).
A commander directement à : Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon.
Tél. 04 78 36 93 03. Site : www.obsarm.org

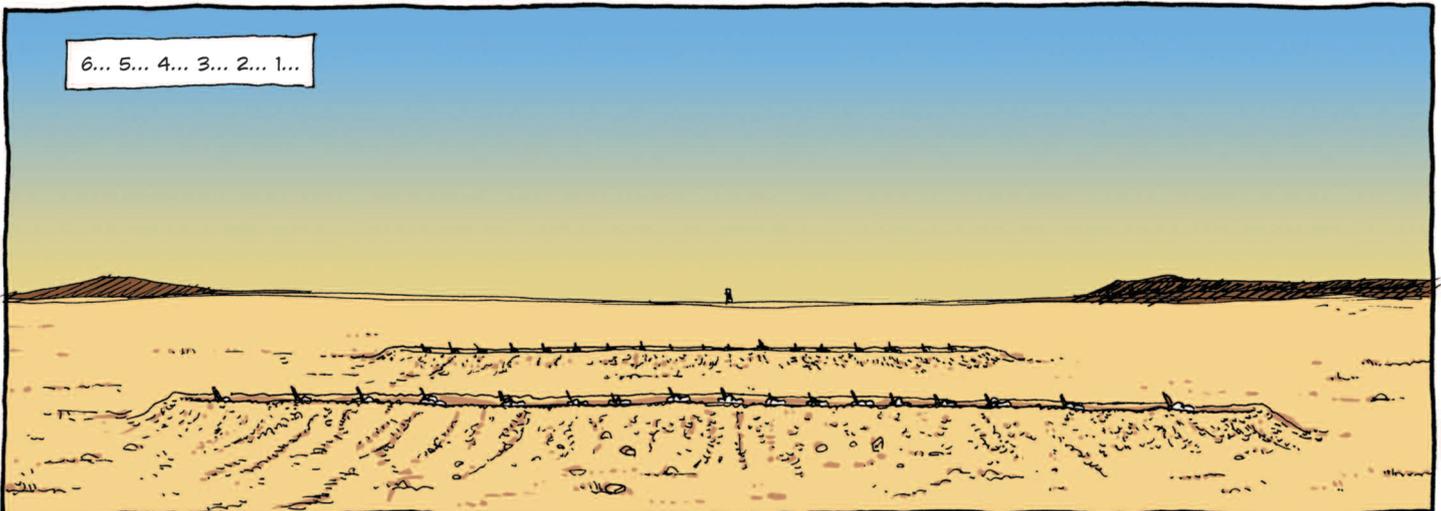
Au nom de la bombe Histoires secrètes des essais nucléaires français

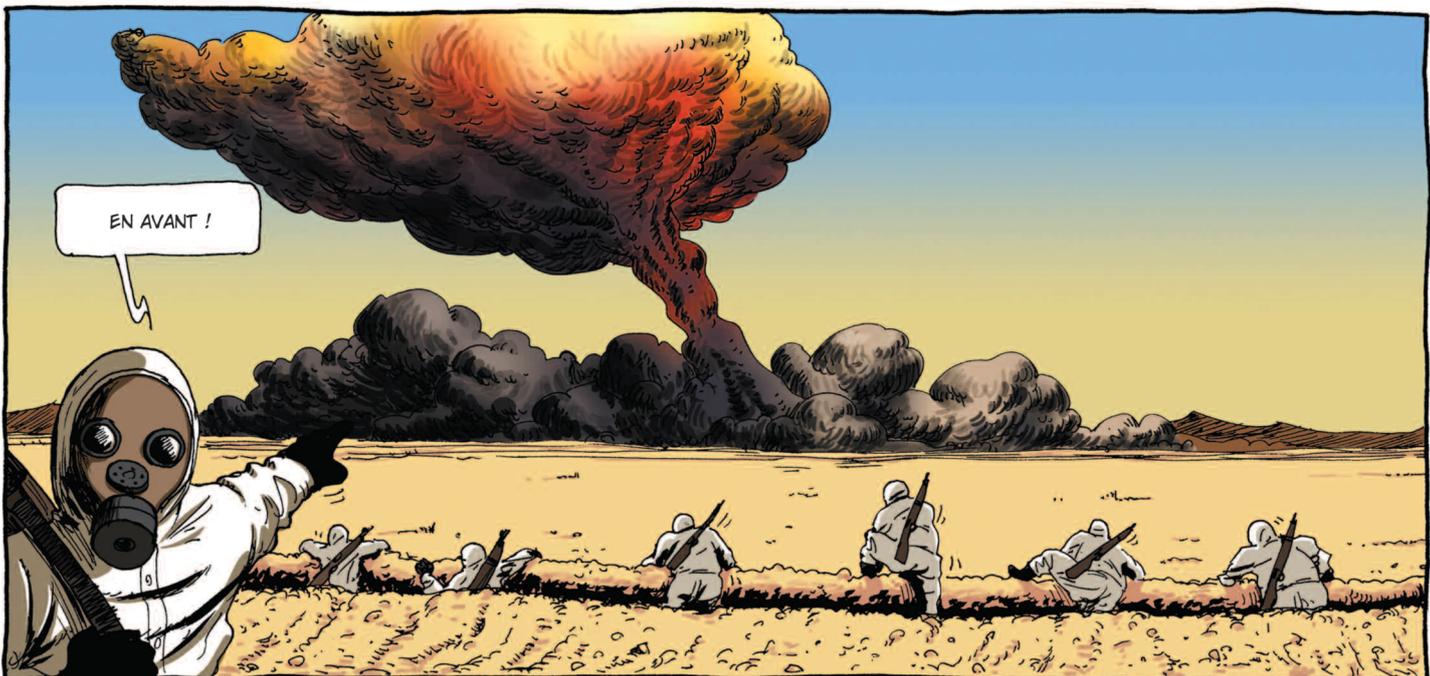
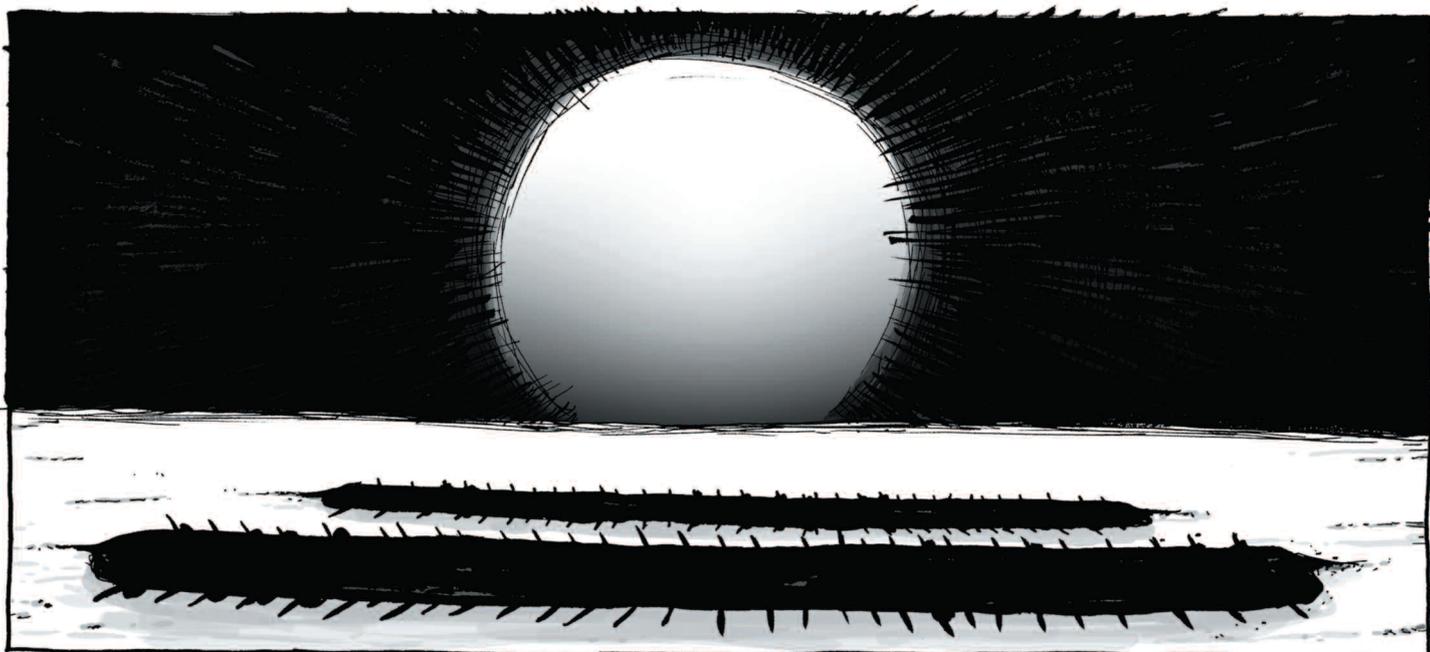
150 000 personnes ont participé de près ou de loin aux 210 explosions nucléaires réalisées par la France. Depuis peu, la parole des vétérans se libère. Face au silence de l'Etat, les hommes sortent les photos des placards. Fondé sur leurs témoignages, l'album *Au nom de la bombe* présente 10 histoires en bande-dessinée et un dossier complémentaire. Coup de projecteur sur le vécu de ceux qui, du Sahara jusqu'en Polynésie, ont pris part à "l'aventure" de la bombe atomique française.

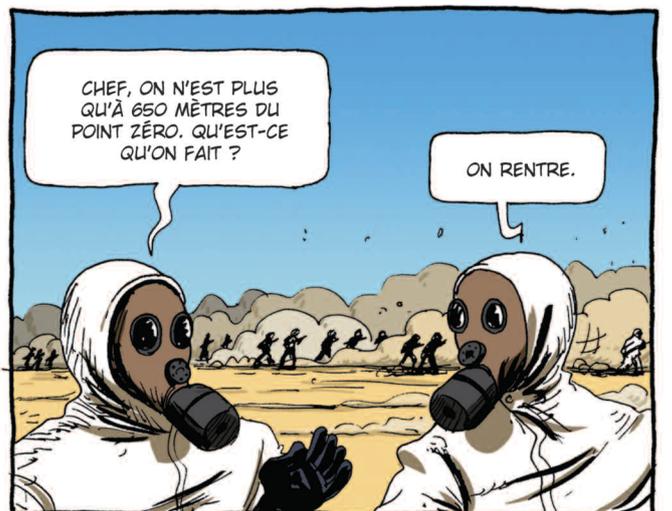
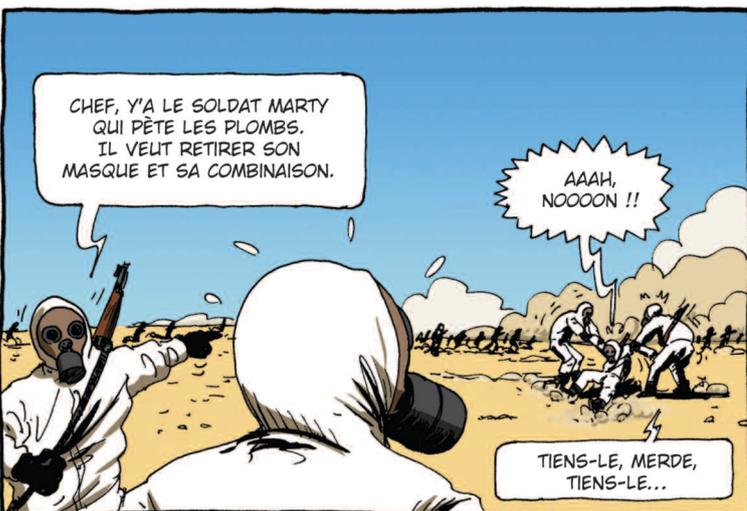
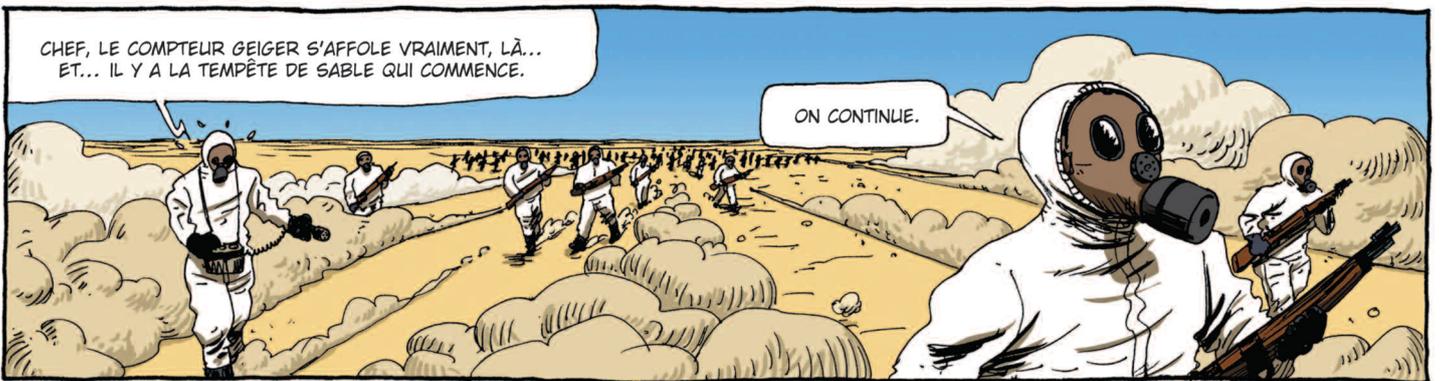
BD, 81 pages, janvier 2010. Albert Drandov (scénario) et Franckie Alarcon (dessins)

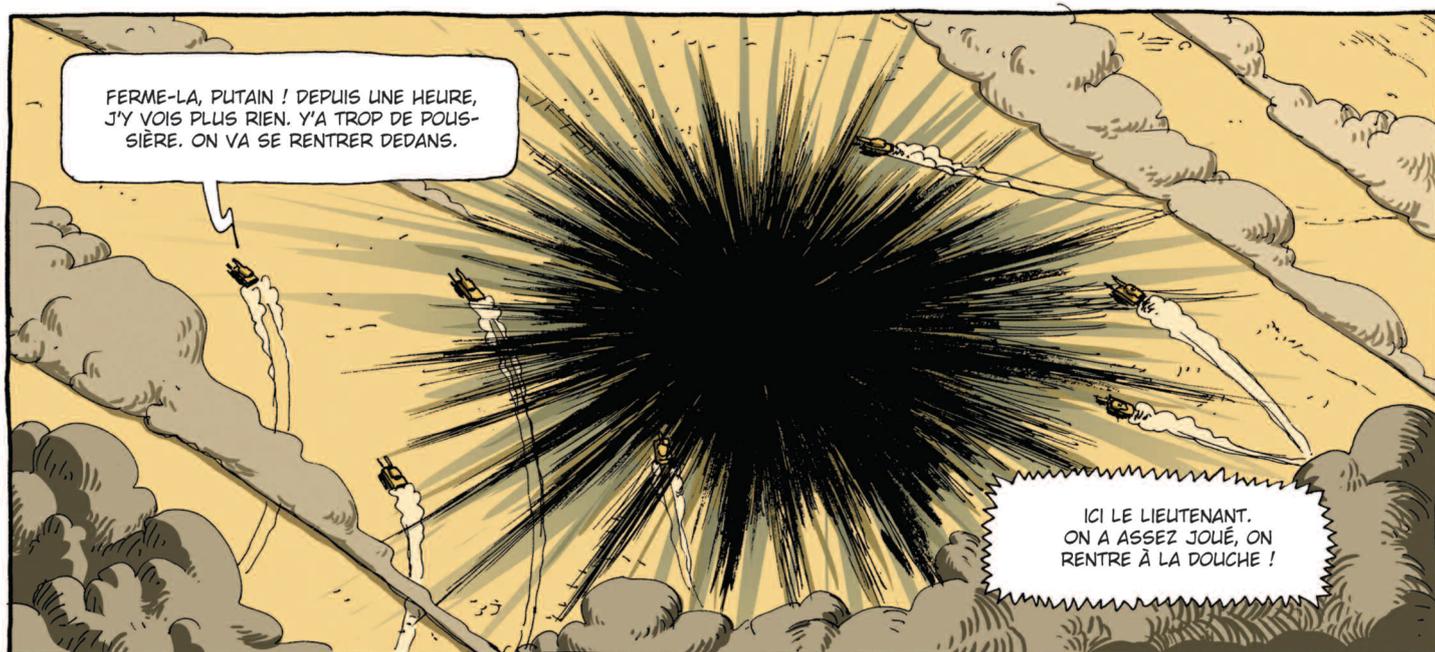
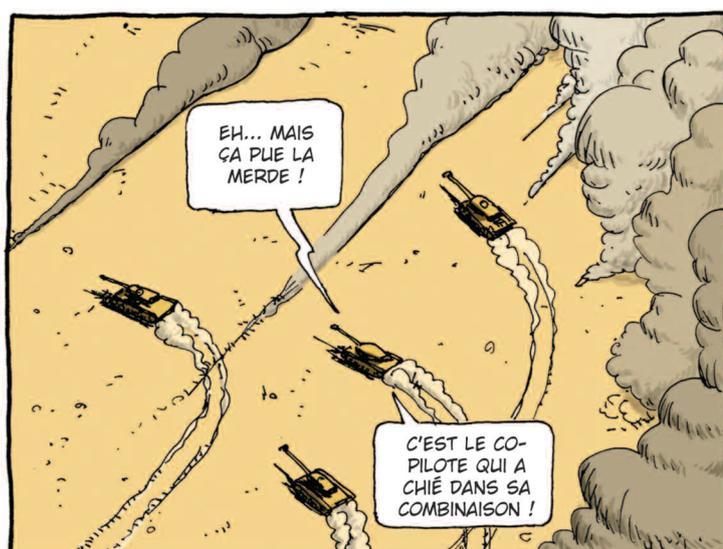
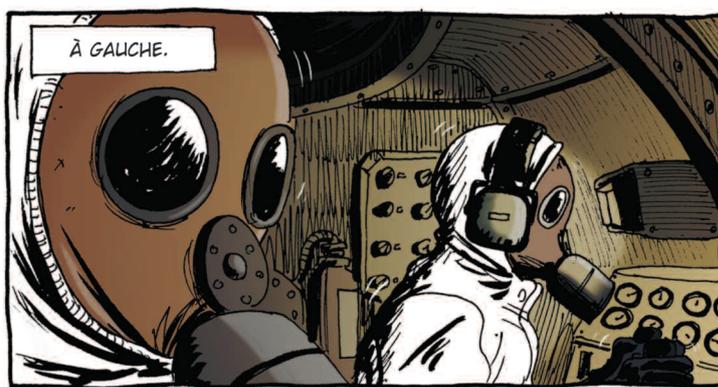
A commander au prix de 20 € port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>











Le TNP a-t-il un futur ?

Le Traité de non-prolifération (TNP) va tenir sa Conférence d'examen en mai 2010 à l'ONU. Pour ses 40 ans le bilan est maigre : les États "dotés" d'armes nucléaires en 1970 s'étaient engagés à les éliminer, les États "non dotés", en contrepartie, ne devaient pas en acquérir. La situation actuelle montre que c'était un marché de dupes. Peut-on attendre du nouveau cette année ?

Notes :

1 : Les États "dotés" sont les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Actuellement seuls 3 États n'ont pas adhéré au TNP, l'Inde, le Pakistan et Israël et se sont équipés d'armes nucléaires. La Corée du Nord a quitté le TNP en 2003 pour faire la bombe en 2006.

A la fin de la guerre froide, certains ont pu croire que la menace de destruction de la planète par les armes nucléaires était une page du passé. Vingt ans après, le constat est dramatique : 20 000 bombes sont toujours en service dont plus de 2000 en état d'alerte. Sur un signal radar perçu comme une attaque de missile, l'apocalypse nucléaire peut être déclenchée en 30 minutes.

L'arrivée de Barack Obama ouvre une nouvelle perspective. Dans son discours de Prague en mai 2009, il a proposé l'objectif d'un "monde libéré des armes nucléaires". Et il a fait voter cet objectif au Conseil de sécurité de l'ONU en septembre 2009. A l'unanimité. Seul Nicolas Sarkozy a risqué une remarque désobligeante : "Nous vivons dans un monde réel, pas un monde virtuel".

Car la France désapprouve l'élimination des armes nucléaires. Nicolas Sarkozy l'a affirmé à Cherbourg en mars 2008 : "La sécurité de la France repose sur sa force nucléaire. Dans le cadre de la dissuasion, il serait possible de procéder à un avertissement nucléaire". Le PS et l'UMP sont d'accord. Dans un rapport parlementaire de décembre 2009 ils affirment que "la détention des armes nucléaires rend responsable le comportement de son détenteur sur la scène internationale". Un feu vert à la prolifération !

Pour les deux partis politiques dominants, non seulement le nucléaire militaire est nécessaire pour de très nombreuses décennies, mais le nucléaire civil aussi. Il est vrai que l'un approvisionne l'autre. Avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) Nicolas Sarkozy contrôle à la fois Areva et la DAM (Direction des applications militaires). Ainsi le président est l'agent commercial en chef du nucléaire civil et militaire avec un "bon" produit : un réacteur nucléaire permet de produire le plutonium d'une vingtaine de bombes par an.

Premier enjeu de la Conférence d'examen du TNP en mai 2010 : les 189 États réunis vont-ils décider d'une Convention d'élimination comme dans le cas des armes chimiques ? C'est nécessaire, car l'article VI prévoit bien l'élimination des armes nucléaires mais sans fixer de programme ni de calendrier. L'Assemblée générale de l'ONU a voté à une forte majorité une délibération dans ce sens en 2007, mais les États "dotés" ont voté contre, à l'exception de la Chine.

Deuxième enjeu : le développement du nucléaire civil sera-t-il toujours jugé un "pilier" du TNP ? La France le rappelle dans chacune de ses interventions. L'AIEA (l'Agence internationale de l'énergie atomique) est chargée par le TNP de la promotion de l'énergie nucléaire. Une nouvelle agence pour les énergies renouvelables a vu le jour, l'IRENA. La Conférence d'examen va-t-elle en tenir compte ?

Enfin dernier enjeu : la "sécurité". La doctrine des pays "dotés" peut-elle être modifiée ? Nombreuses sont les demandes que les États "dotés" ne soient plus en état d'alerte comme pendant la guerre froide. Et que la "sécurité" de chaque pays ne repose plus sur l'insécurité maximum des pays voisins. Mais c'est un refus catégorique de la part, entre autres, des États-Unis et de la France.

La pression citoyenne devra s'exprimer fortement pour que cette Conférence d'examen prenne des décisions. A New York, 250 Français seront présents. En France aussi des actions sont prévues auxquelles vous êtes invités (voir page suivante).

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr



Action pour l'abolition
des armes nucléaires devant l'ONU

Vite, des infos !

Marche pacifiste et antinucléaire aux USA jusqu'en mai 2010...

La Marche Internationale pour la Paix "Vers un avenir sans nucléaire" organisée par l'association australienne Footprints for Peace avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire" se déroule en ce moment même aux Etats-Unis. Elle est partie du Tennessee le 13 février, jour anniversaire du 1er essai nucléaire français dans le Sahara. Une vingtaine de marcheurs parcourent environ 25 km quotidiens dans la neige et le froid : Américains des 4 coins du pays, Navajos d'Arizona, Japonais, Australien et Français... Ils sont unis par la même volonté d'en finir avec la folie du nucléaire. Destination : New-York, à plus de 1 000 km. Ils arriveront début mai, pour l'ouverture de la conférence de révision du TNP.

Suivez la Marche sur www.footprintsforpeace.net ou dans l'agenda du site du Réseau <http://groupes.sortirdunucleaire.org> Ou venez rejoindre la délégation française !

... et en Ecosse au mois d'août

Après les Etats-Unis, Footprints for Peace organise une marche antinucléaire internationale en Ecosse. Du 31 juillet au 29 août, le tracé choisi suivra la route des convois d'ogives nucléaires. Pour plus d'information : scotlandpeacewalk@yahoo.co.uk



27 avril-7 mai : Jeûne-action à Paris pour l'abolition des armes nucléaires

Un jeûne-action pour l'abolition des armes nucléaires est organisé du 27 avril au 7 mai à Paris par la Maison de vigilance de Taverny et le Réseau "Sortir du Nucléaire", avec le soutien de nombreuses associations antinucléaires, pacifistes et non-violentes. L'objectif est de faire pression sur les décideurs politiques pour que la France accepte le principe d'une Convention d'élimination des armes nucléaires lors de la tenue de la Conférence d'examen

du Traité de Non Prolifération (qui débutera le 3 mai à New York). Outre le jeûne, des actions médiatiques et symboliques, tables rondes, projections, etc. se tiendront dans divers lieux sur Paris.

Programme sur les sites www.maisondevigilance.com et www.sortirdunucleaire.org



Des ballons contre un missile

Samedi 23 janvier 2010, à Biscarosse, une douzaine d'activistes du Collectif "Non au missile M51" ont pris position pour s'opposer au tir d'essai du nouveau missile nucléaire d'attaque M51. Des militants de Sortir du nucléaire Cornouaille étaient présents quant à eux sur le port du Guilvinec, au large duquel le tir devait être réalisé par le sous-marin nucléaire "Le Terrible".

Le Collectif a lâché des ballons d'hélium équipés de papier métallique, afin d'imprimer la marque durable de leur opposition sur les images radar du Centre d'Essai. Cet tir est une véritable provocation aux instances internationales, à quelques semaines de la révision du Traité de Non Prolifération. La France a renouvelé entièrement son arsenal nucléaire, en violation de l'article VI du Traité de Non Prolifération, qui l'engage à entrer dans la voie du désarmement.

A lire :

Le double jeu du nucléaire, hors-série de 12 pages à la revue Sortir du nucléaire de novembre 2009, pour comprendre comment l'énergie nucléaire favorise la prolifération de l'arme atomique. A consulter sur www.sortirdunucleaire.org/lesdossiers ou à commander au Réseau "Sortir du nucléaire" : 3,5 € port compris



Obama, la grande déception

On espérait, avec l'arrivée d'Obama, que les Etats-Unis allaient amorcer un virage pour prendre enfin en compte les problèmes environnementaux superbement ignorés par Bush. Las ! Le président américain envisage de soigner la peste avec le choléra : dans son discours 2010 sur l'état de l'Union (prononcé tous les ans au début de l'année), il propose de lutter contre le changement climatique en soutenant l'exploitation pétrolière, en développant les agrocarburants... et en relançant la construction de centrales nucléaire !

Depuis l'accident de Three Mile Island (1979), aucun réacteur n'a été construit aux Etats-Unis... mais avec les nouvelles orientations d'Obama, une enveloppe de 18,5 milliards de dollars est prévue pour soutenir les nouvelles constructions. Celle-ci s'ajoutera à 54 milliards de dollars dégagés pour des prêts. Ces chiffres astronomiques font froid dans le dos... mais rien n'est encore joué, et on peut espérer que les chantiers capotent avant même de commencer. Les Etats-Unis n'ont plus aucune expérience récente en construction de réacteurs, et il faut encore que les modèles proposés obtiennent une licence, ce qui est loin d'être garanti.

Heureusement, l'engouement pour le nucléaire est loin d'être partagé outre-Atlantique. Ainsi, suite à un vote au Sénat, l'Etat du Vermont vient de décider la fermeture de la centrale de Vermont Yankee, vieille et sujette à des fuites de tritium !

Pour plus d'information sur le nucléaire aux Etats-Unis, vous pouvez vous tourner vers Beyond Nuclear, association membre du Réseau : www.beyondnuclear.org



Nucleare, no grazie !

Depuis quelques mois, Berlusconi multiplie les décisions pour renucléariser l'Italie, qui avait pourtant fait le choix d'abandonner cette énergie après Tchernobyl suite à un référendum. En projet : 8 à 10 réacteurs, dont le lancement est prévu pour 2013, avec l'objectif d'atteindre 25 % d'électricité d'origine nucléaire d'ici 2030 ; la création d'un dépôt de déchets radioactifs, ainsi que d'un centre de traitement...

Le hic pour Berlusconi : malgré d'alléchantes propositions d'aides financières, les régions italiennes (qui bénéficient de beaucoup d'autonomie) ne se bousculent pas au portillon pour accueillir les futurs sites nucléaires, bien au contraire ! La majorité d'entre elles ont déjà voté des résolutions contraires. Et surtout, la mobilisation des citoyens prend une ampleur exponentielle. Les groupes au-delà des Alpes, déjà fort nombreux à relayer les actions du Réseau (22 actions pour le Chernobyl Day de 2009, une centaine pour la journée "ni nucléaire ni effet de serre" de décembre), se feront à nouveau entendre en masse le 26 avril pour dire non aux projets de Berlusconi. Enfin, notons la montée en puissance de Rete Nazionale Antinucleare, un réseau antinucléaire d'abord virtuel, qui prend maintenant en charge la coordination d'actions dans tout le pays et traduit une grande partie des documents du Réseau. Nous leur souhaitons beaucoup de succès !

Pour plus d'infos sur RNA (Rete Nazionale Antinucleare) et les actions du Chernobyl Day en Italie, contacter Fabienne Melmi (francophone, fabienmelmi@hotmail.it) ou Massimo Greco (rna.antinucleare@gmail.com). Retrouvez-les aussi sur Internet : www.nonukes.it

Allemagne : ne sortons pas de la sortie !

Outre-Rhin, les débats autour de la "sortie" du nucléaire continuent de plus belle. Le gouvernement d'Angela Merkel avait annoncé son intention de remettre en question la loi de la sortie du nucléaire, mais il se retrouve confronté à des affaires ingérables et une mobilisation sans précédents !

Au début de l'année, le scandale de la gestion des déchets avait pris une nouvelle ampleur : on avait appris que l'ancienne mine de sel d'Asse, où étaient entreposés depuis plusieurs décennies 126 000 fûts de déchets radioactifs, risquait de s'effondrer suite à d'importantes infiltrations d'eau. Un comble pour



5 000 personnes ont manifesté le 21 mars pour la fermeture de la centrale de Neckarwestheim, près de Karlsruhe.



© Natura Act/Sealibre

L'Espagne bat un nouveau record dans l'éolien

Le 8 novembre 2009, l'Espagne a battu un nouveau record dans la production d'électricité d'origine éolienne.

En effet, pendant quelques heures - entre 3h20 et 8h40 - la capacité éolienne en fonctionnement a oscillé entre 19 700 MW et 21 700 MW, fournissant 53 % des besoins électriques du pays. Le précédent record vieux de quelques jours, était de 45,1%. Pendant ces quelques heures et grâce à de "très forts vents", les éoliennes espagnoles ont produit plus de 11 500 MW, soit l'équivalent de près de 11 réacteurs nucléaires.

Le pays dispose d'une capacité de production en énergie éolienne pouvant atteindre 17 700 MW. C'est dix fois plus qu'il y a 10 ans. L'énergie éolienne a représenté en moyenne 13 % de l'électricité consommée par les Espagnols depuis le début de l'année 2009. Le gouvernement de José Luis Zapatero mise beaucoup sur les énergies renouvelables. Ce dernier a décidé de sortir progressivement son pays du nucléaire, en choisissant de ne pas renouveler à terme le parc existant. (source : El Pais)

Le Danemark, exportateur d'électricité éolienne

En 2009, l'électricité éolienne a atteint 19 % de la production du Danemark. Cela avec de grosses variations. Certains jours ventés, la production éolienne a couvert ponctuellement la totalité de la consommation. Des exportations ont même eu lieu vers la Pologne! Le gouvernement s'est fixé comme but de diminuer sa consommation totale d'énergie de 2 % d'ici 2011 et 4 % d'ici 2020... afin qu'en 2025, la consommation soit la même qu'en 1975.

La plus grande centrale solaire urbaine à Bordeaux

Le quartier de Bordeaux-Lac brigue le record de la plus grande centrale solaire urbaine. 92 000 m² de panneaux photovoltaïques seront installés sur les 20 hectares des parkings du parc des expositions. Ils devraient dès la fin 2010 produire 13 000 MW chaque année. Soit l'équivalent de la consommation de 5 700 foyers. (D'après l'Usine nouvelle 19/10/2009)

Flamanville : la sécurité baisse, le personnel craque

Des salariés qui pleurent, d'autres qui se battent car ils manquent d'outillage... Le Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) de la centrale nucléaire de Flamanville a fait valoir son droit d'alerte pour signaler que le personnel est à bout. Philippe Page, délégué CGT de la centrale ajoute : "Depuis l'ouverture du capital d'EDF en 2004, le climat se dégrade dans les centrales. C'est la course permanente contre le

DR



temps. Il faut tout faire vite, et par conséquent mal. Nous dénonçons le manque de moyens et le manque de compétences de certaines entreprises qui interviennent pour la première fois en zone nucléaire."

Face à cette fronde, la direction de la centrale nucléaire indique avoir revu "l'organisation logistique et mis en place une rencontre quotidienne entre le pilote de l'arrêt de tranche et les deux responsables des chantiers concernés". Par ailleurs, une équipe EDF va être chargée de vérifier que "les conditions d'intervention sont satisfaisantes". "Une cellule d'écoute a aussi été mise en place. Comme chez France Télécom, ça ne règle pas les problèmes sur le fond", ironise Philippe Page. Le syndicat n'écartera pas un arrêt de travail général si la situation ne s'améliore pas. (D'après Ouest-France 07/10/2009)

Mort dans une explosion de sodium : la justice refuse de statuer depuis 16 ans

Le 31 mars 1994, à Cadarache (Bouches-du-Rhône), l'ingénieur René Allègre est tué par une explosion de sodium lors d'une opération sur le coeur du réacteur Rapsodie (un surgénérateur expérimental arrêté en 1983). Sa femme porte plainte contre X. Mais le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) fait de l'obstruction. L'affaire n'arrive devant le tribunal correctionnel qu'en 2007, mais elle est jugée irrecevable. Rebelote en appel. En novembre 2008, la cour de Cassation s'étonne de la procédure et donne raison aux plaignants. Mais rien à faire, en septembre 2009, la Cour d'appel refuse à nouveau de statuer. Un nouveau recours a depuis été engagé. A part ça, quand on trouve du plutonium sur le site de Cadarache et que le CEA en avertit les autorités avec plusieurs mois de retard, les ministres nous promettent la "transparence" !



Le centre nucléaire de Cadarache : Quels dangers ?

Cadarache, au nord-est d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) fait régulièrement parler de lui : découverte de 30kg de plutonium en trop dans une installation en cours de démantèlement, de 10kg d'uranium enrichi supérieur à la limite autorisée dans une autre, projet de réacteur ITER.... Le risque d'accident y est important, et pour cause...

Cadarache est un centre nucléaire de 1600 hectares qui compte 19 Installations Nucléaires de Base (INB) dont une classée Secrète-Propulsion Nucléaire (INBS-PN) : réacteurs de recherche, installations d'étude de combustibles, conditionnement des déchets, sites d'entreposage de matières fissiles, de déchets radioactifs, centre d'essais pour la propulsion nucléaire (sous-marins et porte-avions) et projets nucléaires en cours (réacteur RJH, ITER...) Cadarache, ce sont déjà 36 000 m³ de déchets radioactifs, dont des centaines de tonnes de déchets hautement radioactifs (thorium, plutonium...) mal conditionnés et stockés dans des tranchées probablement en train de contaminer sols et nappe phréatique.

Il y a les fameux comprimés d'iode que les pouvoirs publics sont censés avoir distribués aux populations résidant dans ce petit périmètre². Ce comprimé ne protège que de l'iode radioactif et n'a strictement aucun effet sur la contamination par les nombreux autres éléments radioactifs rejetés (cesiums, strontium...). Et il faut pouvoir la prendre plusieurs heures avant l'arrivée d'un nuage d'iode radioactif !

Que faire face à ces dangers ?

Il est urgent d'assainir et de dénucléariser le centre de Cadarache. Un séisme ou un grave accident pourraient transformer pour des milliers d'années la Provence en zone interdite, vidée de ses habitants.

En attendant une reconversion du site, nous demandons l'installation de stations de surveillance de la radioactivité, gérées par un laboratoire indépendant (la CRIIRA³ bien sûr). Une balise atmosphérique ainsi que des études ponctuelles sur des échantillons de sol, eau de pluie, végétaux, etc. permettraient de détecter toute anomalie en temps réel.

Le nucléaire, fission et fusion (ITER), est une énergie du passé, une impasse dont il faut sortir de toute urgence.

Antoine Calandra

Association Médiane
MCA, rue Résini, 84120 Pertuis
a-mediane@orange.fr

tél : 04 90 07 50 68 / 04 90 08 00 64

Aidez-nous à financer l'achat d'un détecteur gamma

Notre association Médiane désire acheter un détecteur gamma portatif (ou "scintillomètre") afin de faire diverses mesures dans notre environnement proche. Nous avons déjà obtenu 2 000 € de subvention par le Conseil Régional. Il nous faut trouver le reste du financement... (devis 5 318 €). Nous faisons donc appel à tous pour que ce projet puisse voir le jour (chèque à envoyer à l'ordre de Médiane).

Cadarache, quels dangers ?

◆ **Risque radiologique** : des matières radioactives peuvent atteindre l'organisme humain par irradiation externe (exposition à des rayonnements radioactifs) ou interne (inhalation d'air contaminé ou ingestion d'aliments contaminés).

◆ **Risque chimique et toxicologique** : le centre de Cadarache peut rejeter, en situation accidentelle, des substances toxiques (acide fluorhydrique, aérosols de sodium...).

◆ **Risque incendie et explosion** : des matières inflammables (sodium, solvants, gaz divers) sont utilisées dans les différentes installations.

◆ **Risque sismique** : Cadarache est situé sur la faille d'Aix-en-Provence-Durance, la plus active de France, et à proximité d'une autre, celle de la Trévaresse, qui a généré le plus grave séisme jamais enregistré en France il y a un siècle (1909, intensité 9).

Le centre de Cadarache est soumis à un Plan Particulier d'Intervention (PPI). Mais il ne concerne que les sept communes se trouvant dans un rayon de 5 kilomètres autour de Cadarache¹. En cas d'alerte, il est conseillé de se calfeutrer dans sa maison, de la rendre la plus étanche possible, et d'écouter la radio... Au fait, vous connaissez quel son émettra la sirène en cas d'alerte ? Vous l'entendrez au milieu de la nuit ? Vous avez une radio qui marche avec des piles ?

Notes :

¹ : Commune de Saint-Paul-lez-Durance (13) et une partie des territoires de Beaumont-de-Pertuis (84), Vinon-sur-Verdon (04), Ginasservis (83), Rians (83), Jouques (13) et Corbières (04). Une brochure d'information doit être à la disposition des habitants dans ces mairies.

² : Si vous habitez plus loin, vous pouvez tenter d'aller dans une pharmacie pour réclamer une boîte...

³ : Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité, www.criirad.org



8^e Rencontres d'été du Réseau "Sortir du nucléaire"

A Joigny (89) dans l'Yonne (entre Auxerre et Sens - nord Bourgogne)
Du mercredi 11 août au mercredi 18 août 2010
Ressourcement, échanges d'infos, de savoir-faire et de talents, actions

Chaque année, les rencontres d'été permettent aux militants du Réseau d'échanger leurs informations, savoir-faire, pistes d'actions et talents sur nos thèmes majeurs : nucléaire civil et militaire, énergies renouvelables, alternatives de vie plus respectueuses de l'homme et de la nature, le tout dans un esprit relax et convivial. 200 personnes ont participé en 2009 !

Intentions :

- ◆ Se rencontrer, échanger, partager, se relaxer, s'amuser, s'exercer, se former et s'activer,
- ◆ Continuer de casser les grands tabous du nucléaire civil et militaire français,
- ◆ Explorer les alternatives et ainsi... Travailler pour un monde plus acceptable et vivable, ou tout simplement plus respectueux du vivant.



PROGRAMME ÉVOLUTIF :

Cette semaine sera ce que, ensemble, nous en ferons. Toute proposition pour animer un atelier sur nos grandes thématiques (nucléaire civil, nucléaire militaire, énergies renouvelables) est donc la bienvenue. L'idée étant de déjà "nourrir" la semaine avec divers événements et ateliers préparés et annoncés à l'avance (le "in"). Tout en laissant place, autant que faire se peut, à vos contributions plus spontanées pendant la semaine même (le "off"). Vous pouvez nous proposer tout thème en lien avec les alternatives et la résistance citoyenne face à la prédation et la marchandisation du monde.

APERÇU DE CE QUI SE PROFILE DÉJÀ :

- ◆ Jeux coopératifs de groupe pour mieux entrer en contact : Ateliers de clowns "militants" pour adultes ; Atelier Désobéissance civile ; Introduction générale à l'action non-violente et approfondissement à l'action non violente contre le nucléaire.
- ◆ Forums d'échanges et ateliers sur de multiples thèmes : Comment je gère mes déchets au quotidien ; Les bases de la physique nucléaire ; Historique et perspectives pour la lutte anti-nucléaire sur le plan national et international ; Nucléaire militaire et révision du Traité de Non-Prolifération ; Maîtrise de l'Énergie, Énergies renouvelables et consommations Énergétiques au niveau des collectivités ; Campagne contre l'Introduction de radioactivité dans les objets de consommation courante ; Mur Grèbe pour maisons à énergie passive ; l'approche Pantone : injection de vapeur d'eau dans les moteurs à explosion ; Les déchets radioactifs FAVL (Faible Activité Vie Longue) cherchent citoyens dociles pour stockage.
- ◆ Présentation d'actions et témoignages : Marche anti-nucléaire aux USA au printemps 2010 ; Le clan du néon ; Action de présence permanente devant l'OMS à Genève ; Eco-hameaux ruraux et Eco-immeuble urbain ; Un sous-traitant du nucléaire témoigne.
- ◆ Couture créative et décroissante à partir de récupération
- ◆ Stage construction chauffe-eau solaire
- ◆ Animations pour enfants
- ◆ Visite d'une cave de vins bio alentour
- ◆ Projections-débats
- ◆ Concerts et soirées contes + petites soirées musicales informelles et conviviales entre participants (n'oubliez pas vos instruments)... et tout ce qui peut faire du bien en terme d'énergies positives...

- Merci autant que faire se peut de vous annoncer à l'avance (et de nous faire savoir, s'il y a lieu, sur quel thème d'atelier vous aimeriez contribuer).

- Cuisine 100% bio et végétarienne. Prix libre suggéré : 10 euros par personne pour 3 repas par jour et autres frais divers.

- Caisse libre pour les frais du lieu (eau, électricité, etc.). Nous sommes accueillis par le groupe Sortir du nucléaire 89, sur la Côte Saint-Jacques au lieu-dit "Bois au Cœures" à Joigny (Yonne).



CONTACTS :

Pour inscription des participants, questions diverses et éventuel co-voiturage :
Monique Labarthe,
BP 39, 84240 La Tour d'Aigues
Tél. : 04 90 09 66 95
labarthe.monique39@orange.fr

Pour éventuels intervenants et proposition d'ateliers :
André Larivière, La Fagette,
43440 St-Didier/Doulon
Tél. : 04 63 31 50 12
andre.lariviere@free.fr

Nucléaire : renaissance ou fin d'empire ?

Il ne se passe pas un jour sans que la presse ou de grandes organisations internationales annoncent l'avènement d'une nouvelle renaissance nucléaire. Un rapport de 2009, commandité par le Ministère allemand de l'environnement, démystifie ces effets d'annonce. Et montre, chiffres à l'appui, que l'industrie nucléaire s'oriente davantage vers le déclin que vers un avenir prometteur.

Le Rapport "L'État des lieux de l'industrie nucléaire dans le monde" publié en 2009 est le quatrième de ce type depuis 1992. Il ne se contente pas de spéculations plus ou moins optimistes ou pessimistes sur l'avenir de l'énergie nucléaire. Ses 120 pages et ses quelque 500 références fournissent une analyse détaillée de la situation actuelle du parc nucléaire mondial.

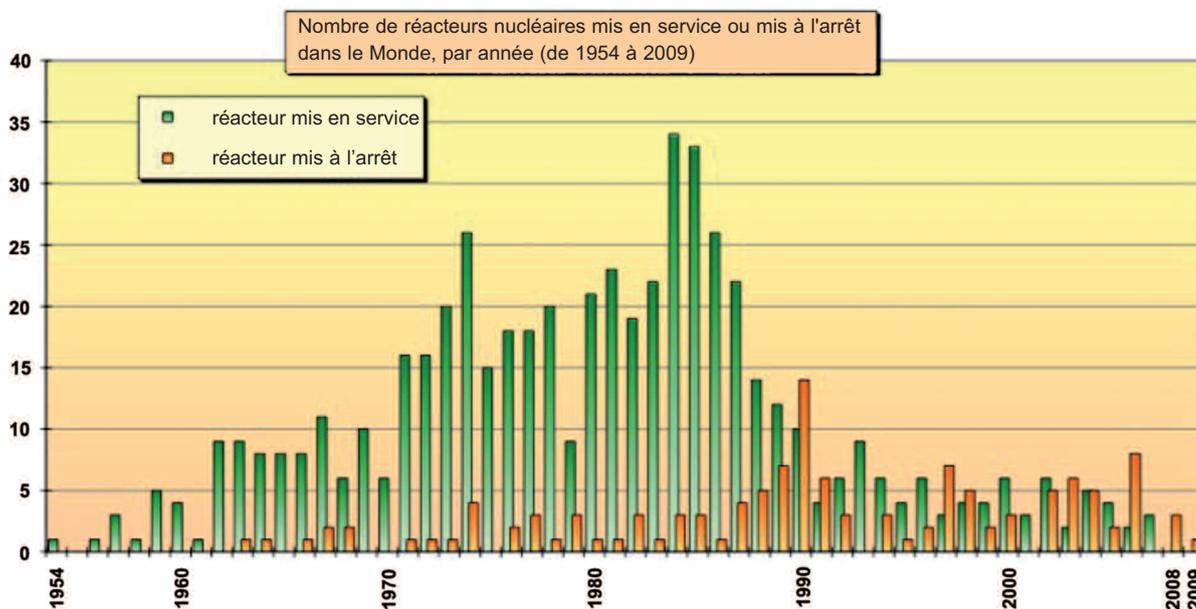
Cette étude a fait la Une de plusieurs journaux internationaux tels que le New York Times et l'International Herald Tribune, et dispose même de sa page sur Wikipedia. Mais en France, elle reste totalement inconnue.

Même si les auteurs sont connus pour leurs positions critiques vis-à-vis de l'énergie atomique, le rapport n'a rien d'un pamphlet antinucléaire. La nature du commanditaire du rapport, le Ministère allemand de l'environnement, y est pour quelque chose. Il ne s'agit pas de reprendre tous les argumentaires militant en faveur de l'arrêt de cette industrie mais bien de voir froidement, sur la base notamment des chiffres apportés par des institutions nationales ou internationales, quel est l'avenir de cette filière énergétique à court et moyen terme. De ce point de vue le constat est froid et clair : *"Il n'y a pour le moment aucune indication évidente du fait que l'industrie nucléaire pourrait finalement transformer le déclin empiriquement évident en un avenir prometteur."* La méthodologie qui permet d'arriver à cette conclusion est soigneusement détaillée, les déterminants des coûts sont analysés et les perspectives dégagées à l'horizon 2025.

L'état des lieux

La situation actuelle est décrite essentiellement à partir des chiffres officiels de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Et ils ne sont pas ceux d'une renaissance, loin de là. En 2008, l'énergie nucléaire a fourni environ 2 % de l'énergie finale dans le monde. Cette part diminue régulièrement depuis plusieurs années. En 2008, pour la première fois depuis les origines de l'énergie nucléaire aucun réacteur n'a été raccordé au réseau. Le nombre de réacteurs actuellement en service dans le monde, 435, est sensiblement le même qu'en 1989 (424 réacteurs).

Pour pouvoir parler de Renaissance nucléaire il faudrait au moins que le nombre des nouveaux réacteurs l'emporte sur les mises à l'arrêt. Pour ce dernier paramètre, les auteurs de l'étude retiennent pour la durée de vie moyenne des réacteurs 40 ans. Même si certains exploitants affirment que l'exploitation peut être prolongée jusqu'à 60 ans, en réalité, la durée de vie moyenne d'un réacteur au moment de son arrêt définitif est de 22 ans. Par ailleurs de nombreux réacteurs anciens sont dans une situation critique, comme en Grande-Bretagne. L'étude émet l'hypothèse que les 52 réacteurs classés "en construction" par l'Agence internationale de l'énergie atomique seront effectivement réalisés. Mais il faut reconnaître que cette hypothèse est optimiste puisque pour 20 d'entre eux la construction a commencé depuis au moins 20 ans (la construction du réacteur américain de Watts Bar-2 a commencé en décembre 1972 puis a été interrompue !).



Tous les chantiers actuels se trouvent dans des pays disposant déjà de centrales, à l'exception du réacteur iranien de Busher. L'entrée de nouveaux acteurs dans le club du nucléaire civil est donc assez peu probable à court terme. Un pays qui ne possède pas déjà d'installations nucléaires doit se doter de toute une infrastructure industrielle et réglementaire. D'autre part, il doit disposer d'un réseau électrique capable d'absorber et gérer efficacement une très grosse unité dont il est très difficile de moduler la production.

Compte tenu du fait que l'âge moyen des réacteurs actuellement en exploitation est de 25 ans, pour que le parc nucléaire soit en 2025 à son niveau actuel, il faudrait non seulement que la totalité des 52 chantiers en cours soit achevée mais aussi que 216 nouveaux réacteurs soient construits d'ici là (c'est-à-dire un nouveau réacteur raccordé au réseau tous les 19 jours pendant la période 2015-2025). Une hypothèse qui est plus qu'in vraisemblable au regard des différentes contraintes qui pèsent actuellement sur ce secteur industriel.

Perte de compétence et crise économique

L'avenir de l'industrie nucléaire mondiale n'est pas seulement tributaire de l'âge de ses centrales, elle l'est également de l'âge de ses opérateurs. En France, on estime qu'environ 40 % du personnel travaillant à la conduite et à la maintenance des réacteurs partira à la retraite d'ici 2015. La situation est peut-être encore plus marquée aux États-Unis ou au Royaume-Uni où la pénurie de nouveaux diplômés pose problème non seulement aux industriels mais aussi aux autorités de contrôle.

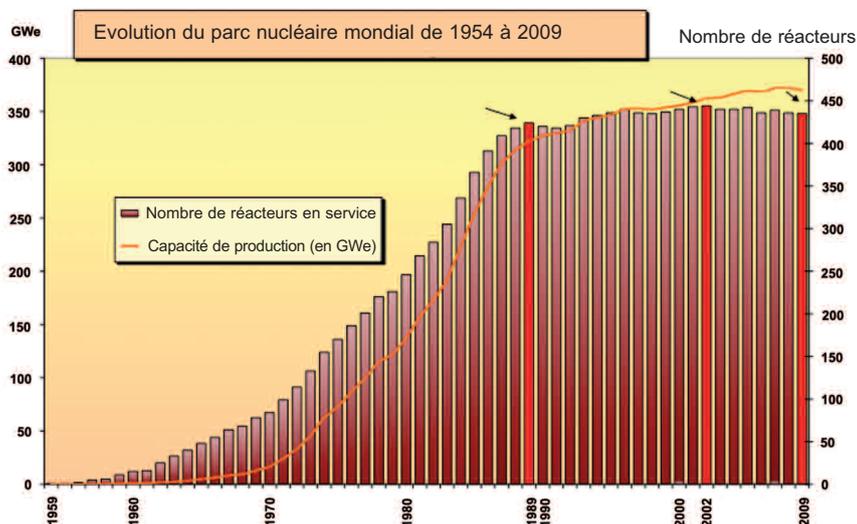
En matière d'outil industriel, le déficit est aussi marqué. Actuellement, seul le japonais JSW est capable de forger l'énorme pièce principale de la cuve de l'EPR. Des installations sont lancées en France, en Chine ou ailleurs mais il leur sera très difficile d'absorber de nombreuses commandes de nouveaux réacteurs si elles doivent dans le même temps produire les pièces à la prolongation de la durée de vie des réacteurs existants.

L'impact de la crise est plus difficile à cerner. Bien sûr, la crise écologique donne à l'industrie l'occasion de vanter les mérites du nucléaire dans la lutte contre le carbone. Mais la crise du crédit a aussi un effet très dissuasif sur les investisseurs qui redoutent les chantiers prolongés. La hausse des matières premières touche certainement toutes les filières énergétiques mais, dans le cas du nucléaire, elle a contribué à une dérive du coût du kWh pour les chantiers en cours à Olkiluoto (Finlande) ou à Flamanville.

Le rôle central des subventions des Etats

Une analyse fine des coûts des réacteurs dans différents pays fait apparaître des résultats sensiblement différents mais font tous ressortir le poids énorme des subventions, directes et indirectes, dont bénéficie l'industrie nucléaire. Il ne s'agit pas

seulement des aides à la recherche et au développement, aux prototypes mis à la disposition des industriels ou de la prise en charge totale par le contribuable des installations à la fois civiles et militaires. Pour les nouveaux réacteurs, les facilités de crédits et de garanties à l'exportation peuvent avoir un impact très important sur la facture finale (jusqu'à 20 % selon un rapport parlementaire américain).

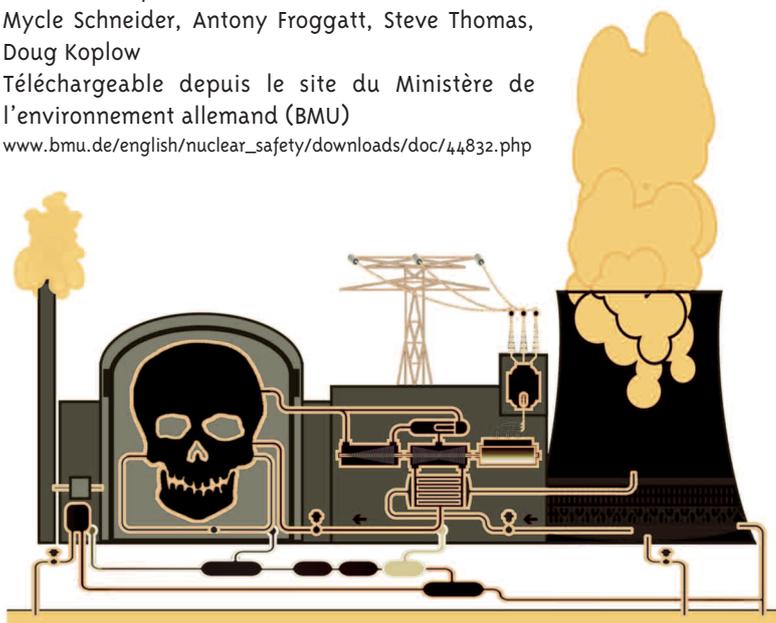


D'autres subventions indirectes sont méconnues. C'est le cas de la limitation de la responsabilité des exploitants en cas d'accident nucléaire qui est prévue par diverses lois et traités internationaux. Les indemnités de quelques centaines de millions d'euros resteraient très insuffisantes pour couvrir des dommages qui se chiffrent par dizaines, voire centaines de milliards en cas de catastrophe de grande ampleur. De la même manière, c'est le contribuable qui paie l'essentiel du prix du contrôle civil et militaire du nucléaire.

Jean-Luc Thierry

jl-thierry@wanadoo.fr

The World Nuclear Industry Status report – With Particular Emphasis on Economic Issues. 2009
 Mycle Schneider, Antony Froggatt, Steve Thomas, Doug Koplow
 Téléchargeable depuis le site du Ministère de l'environnement allemand (BMU)
www.bmu.de/english/nuclear_safety/downloads/doc/44832.php



Le Réseau, c'est vous ! Cette revue, c'est la vôtre !

Vous souhaitez réagir ou faire une proposition d'article au Réseau "Sortir du nucléaire" ?
N'hésitez pas à écrire à : xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr

PAC = Pompe à chaleur = Pas à conseiller !

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour regretter – avec raison ! – la publication dans les colonnes de la revue n°43 de l'article "Géothermie verticale pour maison anti-glouton". Voici les arguments de deux lecteurs.

[...] L'installation qui est décrite ici est en fait une pompe à chaleur, et non une vraie géothermie. Dans le cas décrit, la consommation électrique globale peut être estimée à 10 000 kWh (info de l'article : 1000€). Or, 10 000 kWh d'électricité, c'est :

- 33 000 kWh d'énergie primaire si c'est produit en centrale thermique (3300 litres de fuel !)
- 65 m² de capteurs photovoltaïque
- 1,8 tonnes de CO₂ (180g de CO₂ par kWh électrique, moyenne donnée par EDF)

Ce type d'installation est donc très polluante (y compris les fluides frigorigènes à base de fluor), et justifie le nucléaire !!! Pour exemple, j'ai une maison à peu près équivalente, et je consomme 2 000 kWh d'électricité annuellement (ce qui me semble encore beaucoup). Et je me chauffe aux granulés de bois depuis 2006 (et suis devenu distributeur dans ce domaine en 2007), avec un impact quasi nul sur l'environnement (215 kg de CO₂).

Hervé Manouvrier

Planète Claire - www.planeteclaire.fr

Je suis particulièrement surpris de la publication de cet article présentant une solution PAC (pompe à chaleur) comme une alternative intéressante. Pour faire court, il y a 3 incompatibilités évidentes avec les objectifs du Réseau :

1) La consommation électrique élevée : le coût annoncé de 1 000 € pour la consommation énergétique totale signifie une consommation électrique annuelle globale de 8 000 kWh au moins (à 0,10 € le kWh et compte tenu de l'abonnement), soit entre 3 et 4 fois ce que devrait consommer une maison d'environ 120 m²

économique en électricité où vivraient 4 ou 5 personnes, à savoir 2 000 à 3 000 kWh. Ceci signifie que la consommation d'au moins 5 000 kWh d'énergie électrique finale (soit 15 000 kWh d'énergie primaire à 80% nucléaire) aurait pu être évitée avec une solution "biomasse + chauffe-eau solaire" (au même coût).

2) La performance modeste : il s'agit d'une maison neuve, bien isolée apparemment, même si on ne nous dit pas la surface. Si la maison est aussi performante qu'il est annoncé : 2,5 fois plus que la norme RT 2005, il s'agirait d'une maison très basse énergie et cela signifierait une consommation bien inférieure à celle évoquée ci-dessus compte tenu du COP (coefficient de performance) probable de 3, ou même 4, de la PAC installée.

3) Le coût élevé : et avec cette maison basse énergie, le recours à une solution de chauffage somme toute assez chère (25 000 €) et sophistiquée était-elle bien nécessaire ? En effet, logiquement, mieux une maison est conçue du point de vue isolation et bioclimatique, plus simple et économique (à l'investissement comme au fonctionnement) devrait être son système de chauffage. Pour autant qu'écologie ne rime pas avec richesse...

Par ailleurs, le polyuréthane pour l'isolation de plancher et le gaz R407C (gaz à effet de serre puissant) pour le circuit primaire de la PAC ne sont pas la panacée du point de vue écologique. (...)

Je vous renvoie à un article plus argumenté : *Pourquoi pas de PAC à Mérindol ?* www.ecoenergies.net/crbst_24.html

Jean Boulnois

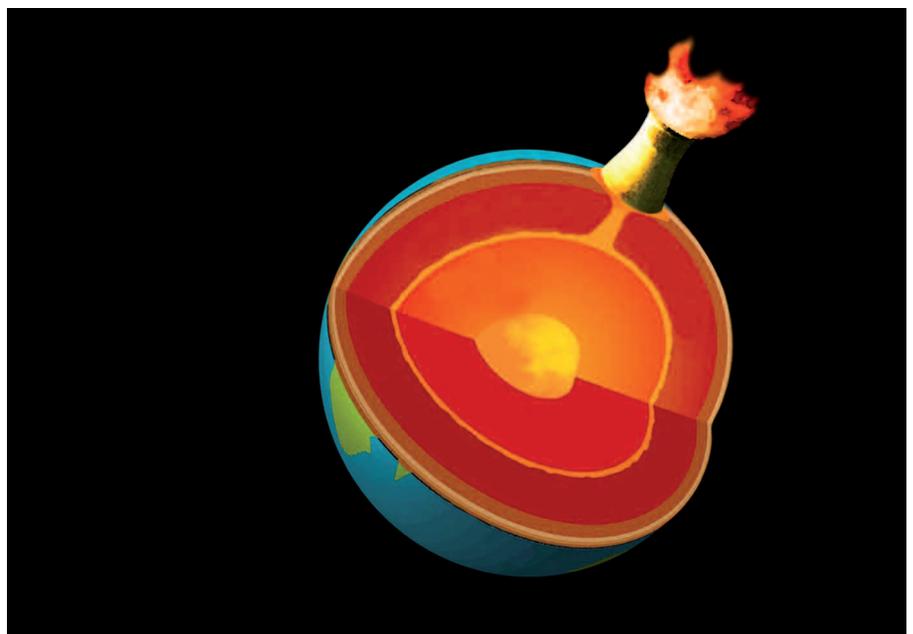
Note de la rédaction :

Nous reconnaissons que cet article manquait d'esprit critique vis-à-vis des pompes à chaleur. Il ne reflète pas un choix éditorial délibéré de notre part, mais a échappé à la vigilance de notre comité de rédaction. Nous nous en excusons. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a l'habitude d'émettre une position de réserve vis-à-vis des PAC, comme en témoignent les articles publiés sur ce thème précédemment, notamment :

- Pompes à chaleur sur air : écologiques et économiques ?, *Sortir du nucléaire* n°38, mars-avril 2008

- Géothermie, pompe à chaleur: le pour et le contre d'un dossier brûlant !, *Sortir du nucléaire* n°30, mars 2006

(articles en libre consultation sur le site www.sortirdunucleaire.fr, rubrique "S'informer", puis "Revue")



EDF :

“Nous vous devons plus que la lumière” : La bêtise, peut-être ?

J'habitais dans un village vosgien (Avillers) où l'éclairage public était arrêté tous les soirs vers 22h et reprenait le matin vers 6 ou 7 h (suivant les saisons). Le conseil municipal décida d'installer d'autres éclairages, notamment dans le lieu reculé où j'habitais, à 1,5 km. EDF leur proposa d'installer gratuitement les poteaux... à condition de laisser les lumières allumées toute la nuit ! Ce qu'accepta le conseil municipal. Je pense qu'EDF agit ainsi pour ne pas avoir d'à-coups de consommation dans le cadre de la production électro-nucléaire, parce que l'éclairage public constitue une grande part de la consommation tardive et nocturne.

Christian Bergé
Yutz (à 5km de Cattenom)

Le témoignage d'un prestataire du nucléaire

Je suis un prestataire du nucléaire et je me bats pour que nous, prestataires, ayons un réel statut. Oui, sur le fond je suis d'accord, arrêtons le nucléaire, car actuellement, EDF ne va pas sur un niveau de maintenance qui est digne du nucléaire : arrêts de plus en plus courts, on manque de pièces, et nous sommes au bout du rouleau sur l'exploitation que EDF tire de nous. [...] Quand Greenpeace est venu sur la centrale de Dampierre en Burly, je suis le seul à avoir été les rencontrer pour reconstruire un monde en toute sécurité et sûreté. Je vous invite à regarder le film "Nucléaire, RAS"* de Alain De Halleux. Oui, je suis prêt à témoigner que si rien n'est fait ou que personne ne veut rien faire, une catastrophe arrivera chez nous, et je ne veux pas cautionner cette politique de ne rien dire, même si ma place est en jeu. Donc menons le même combat, pour ou contre, gardons une marge de sûreté et de sécurité pour la population. En tant que prestataire du nucléaire, je ne me reconnais plus dans le service public que nous défendons. Je stoppe là, car la suite me fait déprimer de jour en jour, sachant qu'EDF ne voit que par le fric, et tout le reste n'est qu'imposture et mensonge envers les citoyens.

Nous taisons l'identité de l'auteur de ce témoignage, pour ne pas menacer sa situation professionnelle.



Wikid Média

* Vous pouvez commander le film "RAS: Nucléaire, rien à signaler" au prix de 23,50 € (frais de port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Centrale de Paluel : un illuminé aux commandes ?

Chers amis,
Voici un courrier électronique reçu par des chercheurs de l'Université Bordeaux I et du CEA. Il a été envoyé par [nom supprimé], coordinateur technique chez EDF, centrale nucléaire de Paluel. Vous constaterez la folie du personnage, est-il possible d'alerter la population afin qu'elle évite de se promener autour de la centrale ?

Un chercheur bordelais

Courrier électronique émanant de [nom supprimé], coordinateur technique chez EDF, centrale nucléaire de Paluel :

Madame, Messieurs,

Je me permets de vous contacter concernant le réchauffement de notre chère planète. Je pense qu'il est urgent d'agir pour limiter ce réchauffement climatique.

Mon idée est de former un bouclier laser autour de la terre en utilisant des satellites qui seraient alimentés par de grands panneaux solaires.

Est-il possible de polariser la lumière avec un laser qui formerait une surface par balayage comme on peut le voir en discothèque ?

Si oui, on pourrait alors laisser passer seulement une partie de la lumière. Dans l'espace, l'énergie solaire représente 1300 W/m². Lors d'une journée ensoleillée, il arrive encore 1000 W/m² au sol.

Avec un nombre de satellites suffisants, on pourrait avoir un bouclier composé de plusieurs surfaces élémentaires. On pourrait donc filtrer plus ou moins la lumière selon les régions sur terre.

Au-delà du réchauffement climatique, l'ensoleillement pourrait être fortement réduit sur des zones en voie de désertification, des terres seraient à nouveau cultivables...

En espérant vivement retenir votre attention et en espérant que la réponse est oui, recevez mes meilleures salutations.



Gérons l'éclairage public, gisement d'économies

L'éclairage public est un secteur idéal où les politiques peuvent montrer efficacement leur volonté de progrès. Depuis son origine, les producteurs d'énergie et les constructeurs de lampes, soucieux de leurs seuls profits, ne se sont pas préoccupés du gaspillage.

Or, la part de l'éclairage public dans la consommation d'énergie, avec le développement urbain, n'a cessé d'augmenter. Avec 5,6 milliards de kWh/an, l'éclairage public et la signalisation sont le premier poste consommateur d'électricité des communes. Environ 20 % du budget d'énergie et près de 50 % de la consommation d'électricité d'une commune dépend de l'éclairage public !

Cette dépense pourrait être réduite largement en pratiquant une autre gestion de l'éclairage public, grâce à l'innovation électronique.

Notes :

! : Enquête "Energie et patrimoine communal", publiée par L'ADEME, EDF et GDF, p. 10

L'INNOVATION ÉLECTRONIQUE : de 50 à 70 % d'économies

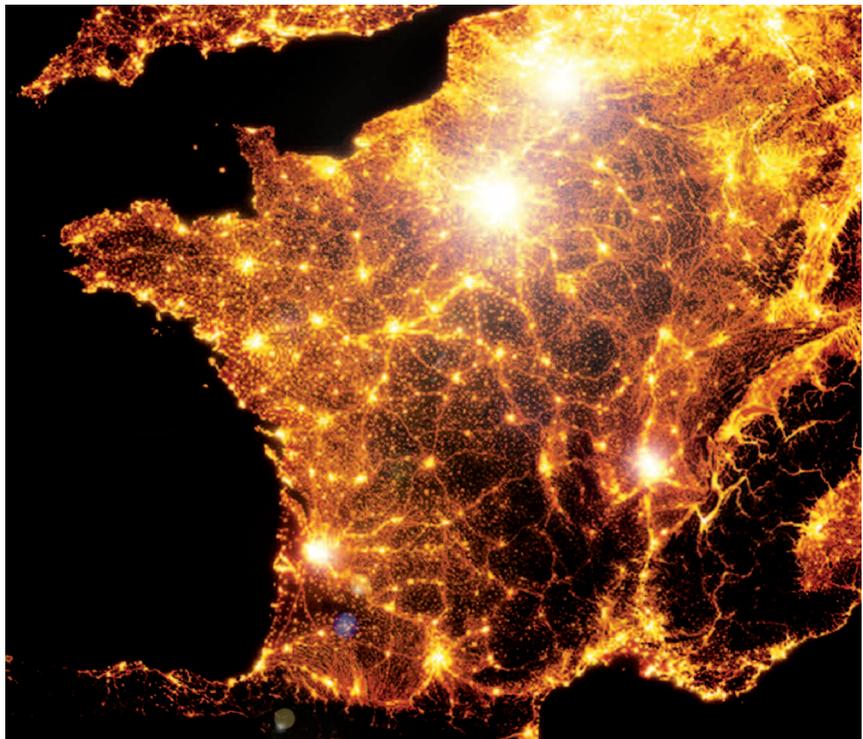
Lors de la lutte "antigaspi" des années 1970, des systèmes destinés à réduire les consommations électriques de l'éclairage public étaient apparues et avaient été soutenues par des aides gouvernementales. Mais le principe de ces systèmes était de diminuer, en cours de nuit, le nombre des lampes allumées. Le résultat a été désastreux : les variations d'éclairage au sol provoquent un inconfort visuel et accroissent le sentiment d'insécurité.

Il est maintenant admis que la qualité d'un bon éclairage public dépend de l'uniformité d'éclairage. Les progrès de l'électronique permettent la réalisation de systèmes fiables, faciles à poser et à exploiter. L'économie d'énergie qui en résulte donne des temps de retour sur investissement qui devraient intéresser tout bon gestionnaire. Ces produits commencent à être distribués sur le marché par différentes firmes. Nous les avons comparés. Nous retenons surtout ceux qui permettent d'utiliser le "dimming" (diminution variable selon les besoins de l'éclairage). Ce système permet de diminuer l'intensité de l'éclairage passé certaines heures. Toutes les ampoules restent allumées, afin de garder un éclairage homogène mais elles n'éclairent plus en pleine puissance. Cela permet de réaliser des économies sans provoquer d'angoisse aux passants attardés.

La norme européenne EN 13 201-1 qui définit les seuils d'éclairage suivant les besoins, incite à pratiquer une gestion entraînant la suppression du gaspillage et d'importantes économies d'énergie. Depuis l'installation d'un de ces matériels à Bruxelles en 1995, grâce à des aides européennes, la démonstration est évidente et les conséquences sont chiffrées. L'économie d'énergie et de maintenance est de 50 à 70 % suivant l'état du réseau des lampes.

Marc Faivet

aem.faivet@wanadoo.fr



Une démarche citoyenne : demandez un diagnostic d'éclairage public à votre mairie !

Le simple citoyen qui paie des impôts ne devrait-il pas s'intéresser au coût de l'éclairage public de sa commune ? C'est possible et pas seulement en période électorale.

L'Association pour un éclairage maîtrisé (A.E.M.) propose une démarche qui consiste à interpeller les élus sur la gestion de l'éclairage public. Une petite fiche est mise à votre disposition par l'association sur simple demande. Elle vous permet de demander à vos élus l'état actuel du parc des lampes, le nombre de lampes et leur puissance et d'obtenir, éventuellement, le montant des dépenses énergétiques et d'exploitation. En général, les élus répondent.

En retournant cette fiche dûment remplie à l'A.E.M., vous obtiendrez, sans engagement et gracieusement, une appréciation sur la gestion actuelle de la commune et une estimation des économies financières possibles avec le système "dimming". Muni(e) de cette documentation, vous pourrez demander aux élus des explications sur la gestion du réseau d'éclairage et leur montrer la possibilité d'arrêter le gaspillage d'énergie et d'apporter le confort et la sécurité aux habitants selon les normes européennes.

ASSOCIATION POUR UN ÉCLAIRAGE MAÎTRISÉ (A.E.M.)

68, rue d'Orgemont B – 49000 ANGERS
02 41 47 51 70 – 06 30 56 58 79
e.mail : aem.faivet@wanadoo.fr

Le granulé de bois : le fuel de l'avenir ?

Forme nouvelle d'une énergie ancestrale et abondante, le granulé de bois a de l'avenir. Respectueux de l'environnement, approprié au chauffage central automatique, renouvelable et disponible en quantité : des atouts essentiels pour remplacer les énergies fossiles.

Le granulé de bois, c'est quoi ?

Le granulé de bois, c'est un petit cylindre qui ressemble étrangement à du granulé à lapin. Constitué exclusivement de bois, il est fabriqué à partir de déchets des industries du bois. Les sciures, copeaux et chutes non traités sont collectés puis finement broyés et séchés. Compactés sous une forte pression, la résine contenue dans le bois agglomère l'ensemble.



C'est alors une forme d'énergie très performante pour le chauffage.

Une cinquantaine d'usines en produisent partout en France, essentiellement des industriels du bois.

35 fois moins de CO2 que le fuel

L'intérêt écologique du granulé est multiple. D'abord, en terme d'émission carbone. A énergie de chauffage identique (1 kWh), le granulé de bois émet 9g de CO2, contre 310g pour le fuel, 280g pour le gaz et 180g pour l'électricité.

Ensuite, il permet la valorisation d'un déchet. Dès le stade du sciage, c'est en moyenne 10% de l'arbre qui est transformé en sciure. En menuiserie, le taux de déchet atteint 50 % sous forme de sciure, copeaux et rebuts. Toute cette matière est aujourd'hui sous-exploitée.



Enfin, c'est une énergie locale. Elle nécessite peu de transport, et nous protège de toute marée noire. Cerise sur le gâteau, elle ne provoque pas de guerre, n'entretient pas de dictature et ne pille pas les sous-sols des pays pauvres. Elle est évidemment génératrice d'emplois non délocalisables.

Les avantages du bois, sans les contraintes

Le granulé de bois offre l'avantage de permettre un approvisionnement automatique. Fluide comme peut l'être le riz, il se comporte quasiment comme un liquide. Petit, il permet une maîtrise de la combustion excellente.

La chaudière à granulés de bois vient en remplacement d'une chaudière classique. Branchée sur un réseau de radiateurs ou un plancher chauffant, elle permet également de produire l'eau chaude sanitaire. Equipée d'un silo à granulés, elle apporte le même confort d'utilisation qu'une chaudière au fuel. Les économies sont notables, et l'énergie 100% écologique.



Les incitations financières pour ce type d'équipement

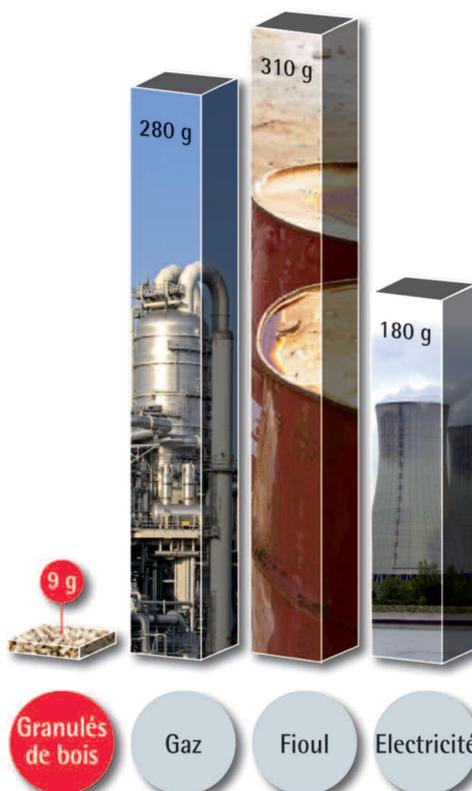
Sous certaines conditions, il est possible de profiter d'aides :

- ◆ crédit d'impôt (25 à 40%)
- ◆ prêt à taux zéro
- ◆ aides régionales ou départementales

Renseignements auprès des "Espaces Info Energie" : 0810 060 050

Allégez votre facture carbone.

Emissions de CO₂, en g/kWh



L'alimentation de la chaudière en granulés est complètement automatisée. Le transfert est assuré par une vis sans fin, ou un système de soufflerie. Dans ce dernier cas, le silo peut être positionné jusqu'à 15m de la chaufferie.

Il ne reste alors qu'à faire remplir le silo une fois par an. Le granulé est soufflé dans le silo, aucune manipulation n'est nécessaire.

La consommation annuelle moyenne d'une maison de 150m² est de l'ordre de 4 tonnes de granulés. La densité exceptionnelle du granulé permet de stocker cette quantité sur 4m² seulement. Autant dire que c'est possible presque partout.

Pendant l'hiver, comptez une vidange des cendres une fois par mois. Pour le reste, la chaudière s'occupe seule du confort des habitants.

Surtout, le prix du granulé est stable depuis plus de 5 ans. Et tout porte à croire qu'il devrait le rester pour plusieurs années encore : matière première disponible, production simple et maîtrisée, multitude de fabricants.

10 millions de chaudières à granulés en 2020 ?

Selon une étude de l'ITEBE, les ressources renouvelables en Bois Energie permettraient d'alimenter 10 millions de chaudières à granulés d'ici 2020.

C'est malheureusement un scénario peu réaliste en termes d'installation de chaudières. Les prévisions sont plutôt de l'ordre d'un million. Mais c'est l'assurance que le granulé sera facilement disponible pour le million de foyers équipés.

Le taux d'équipement en France est estimé à 10 000 chaudières à fin 2008. C'est encore très peu au regard des autres énergies. Mais l'Autriche, pionnière en ce domaine, montre la voie. Près de 15% des chaudières installées fonctionnent au granulé de bois. En France, ça représenterait plus de 100 000 chaudières par an.

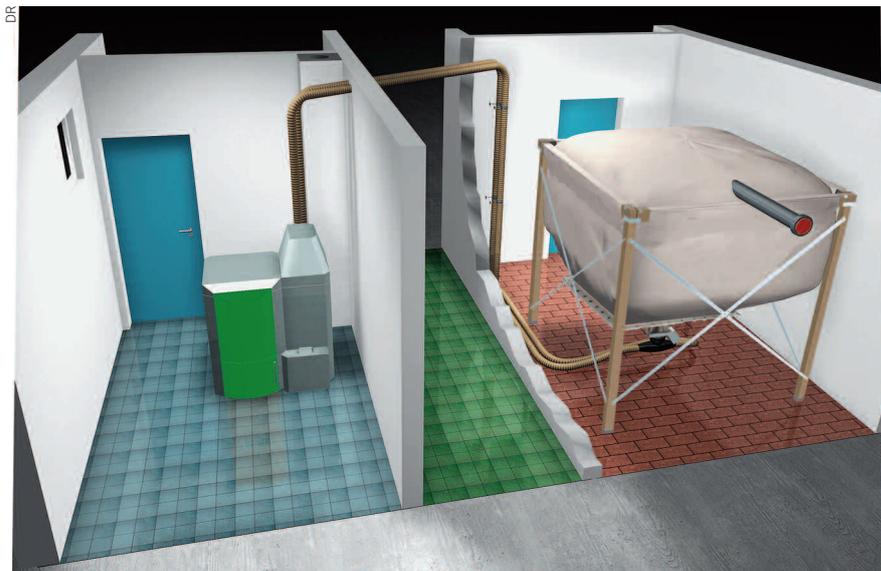
Bien que cet objectif soit loin d'être atteint, les indicateurs sont bons. La production et la distribution de granulés est importante et organisée. De plus en plus de chauffagistes sont formés et motivés pour faire ces installations. Et enfin, les utilisateurs de chaudières à granulés plébiscitent ce choix, il n'y a qu'à naviguer sur les forums de discussion pour s'en faire une idée.

Pour résumer : un chauffage économique, respectueux de l'environnement, sans compromis sur le confort, basé sur une énergie éternellement renouvelable et disponible pour tous.

Voilà une vraie solution d'avenir !

Hervé Manouvrier

Utilisateur d'une chaudière à granulés depuis 2006
 herve.manouvrier@planeteclaire.fr
 www.planeteclaire.fr



Un fuel à 45 centimes d'euros le litre

A chaleur produite égale, il faut 2kg de granulés pour un litre de fuel. Vendu livré en vrac entre 200 et 240 € la tonne, le granulé de bois est équivalent à un fuel vendu 45cts au litre.

Un exemple d'installation en Sarthe datant de 2006



Bâtiment : ferme restaurée, moyennement isolée, de 180m² habitable.

La chaufferie à granulés doit assurer le chauffage par réseau de radiateurs et la production d'eau chaude sanitaire (pour 6 personnes).

Equipement mis en place :

- ◆ Chaudière 15 kW et son conduit de fumée
- ◆ Un silo de 5,4 tonnes de granulés
- ◆ Un système de transfert par aspiration
- ◆ Un préparateur d'eau chaude sanitaire
- ◆ Une régulation de chauffage
- ◆ Panoplie hydraulique de régulation

Investissement matériel et installation : 16 700 € HT

Consommation annuelle : 5 tonnes de granulés (1100 € TTC)

Emission annuelle de CO₂ : 225 kg

CO₂ évité annuellement par rapport au fuel : 7525 kg



Accompagner l'habitat groupé : des professionnels pour faire aboutir les projets

Changer notre rapport à l'habitat pour économiser l'énergie et préserver l'environnement... De nombreux groupes d'habitants se constituent aujourd'hui en France pour concevoir des lieux de vie mêlant espaces privatifs et collectifs, écologie et convivialité. Mais face à la complexité de former un groupe cohérent, maîtrisant technique et juridique, ce nouvel art de vivre ensemble peine à se concrétiser. D'où l'émergence d'un nouveau métier : accompagnateur de groupes d'habitants.

Un petit immeuble en ville, une buanderie et des chambres d'amis communes, un jardin partagé... Voilà ce qu'ont imaginé puis concrétisé les membres de l'association Éco-Quartier Strasbourg, à travers leur projet Éco-Logis. Celui-ci a réuni dix familles qui ont initié et conçu un immeuble de 1 287 m², à la fois écologique et basse consommation, dont la construction commence cet été. Ne plus être consommateur mais acteur d'un lieu de vie qui réponde aux besoins et envies de ses habitants, en même temps qu'aux enjeux de l'urbanisme durable. Ce, en réalisant au passage des économies substantielles. Au nord de l'Europe et au Québec, les projets immobiliers gérés par les habitants sont monnaie courante. À Hambourg, en Allemagne, ils représentent même 20 % des logements neufs réalisés. En France, en revanche, ils peinent à aboutir. *"J'ai une certaine expérience de la maîtrise d'ouvrage, précise Bruno Parasote, ingénieur urbaniste et président d'Éco-Logis, mais si dans un groupe personne n'a l'habitude du montage de projet immobilier, mieux vaut faire appel à l'extérieur."* Ce besoin de compétences a suscité des vocations au cours des derniers mois.

Génération spontanée

L'Ouest compte déjà trois structures d'accompagnement de groupes d'habitants, la Scop Kejal (Morlaix) et les associations L'Écho-Habitants (Nantes) et Parasol (Rennes). Cette dernière est née en septembre 2008. *"Il y avait d'un côté des groupes qui végétaient, explique Samuel Lanoë, salarié de Parasol, et de l'autre des professionnels de l'économie sociale et solidaire intéressés par l'habitat groupé, comme le promoteur Coop de Construction."* Toutes ces parties administrent aujourd'hui l'association qui compte trois salariés, un ingénieur, un urbaniste et un spécialiste des organisations sociales et solidaires. Six groupes sont constitués dans le pays rennais, dont deux qui en sont au dépôt du permis de construire, et les demandes affluent.

"Derrière le terme habitat groupé on rencontre des situations très différentes, poursuit Matthieu Theurier, un autre salarié de l'association. Les groupes d'habitants peuvent ne compter que 4 foyers ou concevoir un quartier de 1 200 personnes comme on le voit aux Pays-Bas. Parfois ce sont des communes qui suscitent ce genre de projet, parfois ils naissent de l'initiative de groupes d'habitants."

Ainsi, Parasol offre une palette de services en fonction des besoins, comme simple centre de ressources, appui pour la rédaction d'un cahier des charges, assistant à la maîtrise d'ouvrage jusqu'à celui d'animateur de comité de pilotage incluant tous les acteurs : urbanistes, architectes, habitants, collectivités, bureau d'études. Selon eux, l'accompagnement va plus loin qu'une simple assistance technique. *"L'architecte peut jouer ce rôle, mais il n'est pas sociologue et va surtout travailler l'aspect technique. Or, au-delà du logement, il y a la vie ensemble et les projets collectifs. Notre rôle est d'aider le groupe à définir ses ambitions et ses valeurs. Certains veulent la mise en place d'un système d'échange local (SEL), de jardins partagés, d'une Amap, etc."*



Mission : créer du lien

Cette opinion est largement partagée par Bruno Thouvenin, qui a animé des groupes dans le cadre de l'association l'Atelier blanc.

"Certaines personnes veulent se lancer dans de l'habitat partagé alors qu'elles n'ont pas l'expérience du collectif, explique-t-il, même pas un apéro entre voisins. L'habitat groupé implique de travailler à la fois l'humain, le juridique et le technique." Depuis janvier dernier, il s'est associé avec deux personnes, Anna Fischer et Matthieu Tavan, pour formaliser une offre d'accompagnement, la Coop Adhoc¹. Ils ont fait un tour de France

Notes :

¹ : Coop Adhoc est l'un des services proposés par la société coopérative de conseil Scop Sapie basée à Limoux dans l'Aude.

Contacts

Structures d'accompagnement

Parasol (Rennes, 35)
www.hg-rennes.org

L'Écho-Habitants (Nantes, 44)
www.lechohabitants.org

Scop Kejal (Morlaix, 29)
www.kejal.fr

Coop Adhoc (Limoux, 11)
Tél. 04 68 69 09 36
www.sapie.coop

Toits de choix (Beauvoisin, 30)
Tél. 04 66 73 13 33
www.toitsdechoix.com

Associations et réseaux d'information :

Réseau national de l'habitat groupé
www.habitatgroupe.org

Réseau Cohérence (Bretagne)
www.reseau-coherence.org

Éco-Quartier Strasbourg
www.ecoquartier-strasbourg.net

Habicoop (Lyon, 69)
Tél. 04 72 36 28 93
www.habicoop.fr

ÉcoHabiter 30 (Gard)
www.ecohabiter30.org

des groupes existants et interviewé des dizaines d'élus et de professionnels pour mettre sur pied leur méthodologie. *"L'idée était d'apprendre à connaître les problèmes et désirs de chacun, explique Mathieu Tavan, d'apprendre à parler le langage de chacun pour pouvoir faire le pont entre les acteurs. Sans surprise, les soucis des élus tels que la lutte contre la paupérisation ou l'étalement urbain sont en cohérence avec les aspirations des habitants."* Outre l'animation d'ateliers sur les statuts juridiques, l'architecture ou la recherche de foncier, leur intervention tourne parfois à la médiation. *"Les membres d'Habiter autrement de Besançon ont fait appel à nous, ajoute-t-il, parce qu'ils ne savaient plus quelle était leur identité. Étaient-ils une association militante ou les porteurs d'un projet ? Nous avons travaillé pendant trois jours pour les recentrer sur leur idée, en faisant appel à des techniques d'expression, de communication."*

Maîtrise totale : l'autopromotion

L'autopromotion, la conception de bout en bout d'un projet immobilier comme à Strasbourg, est un peu l'idéal de l'habitat groupé. Mais, *"elle suppose un groupe avec un fort capital culturel et économique, des compétences techniques. Elle est plutôt adaptée à des projets ruraux, estime Matthieu Theurier. En ville, il est très difficile de se passer d'un promoteur immobilier, qui est la garantie pour les services de l'urbanisme que les logements verront bien le jour. Il est aussi indispensable pour élaborer un habitat mixte, en accession sociale à la propriété par exemple."* C'est néanmoins sur ce

modèle que Stefan Singer, écoconstructeur expérimenté ayant pratiqué la promotion immobilière, a décidé de fonder l'activité de sa société Toits de Choix, située dans le Gard. Pour lui, la clé du succès n'est ni technique ni économique mais organisationnelle. Il propose ses conseils du début jusqu'à la fin du projet. Ses interventions ont donné naissance à l'association ÉcoHabiter 30 et il suit un groupe d'habitants très actif à Aix-en-Provence. *"Aujourd'hui j'ai plusieurs demandes éloignées, assure-t-il, il y a un manque visible de structures d'accompagnement."* Avis aux amateurs...

Emmanuel Guyot et Vincent Boulanger

Article paru dans La Maison écologique n°52 (août-septembre 2009)

L'esprit coopératif

À Lyon, l'association Habicoop a décidé de jouer une partition originale en militant pour l'importation du concept de coopérative d'habitants, répandu au Danemark et en Allemagne. Une mission difficile car ce statut juridique, idéal pour l'habitat groupé, n'existe pas. Tout est à faire, depuis la base légale, ce qui rend l'aventure un brin complexe. En attendant, Habicoop suit trois groupes d'habitants en Rhône-Alpes et élabore sa propre méthodologie.



Informatique : réduisez votre impact écologique !

L'informatique est aujourd'hui solidement ancrée dans les mœurs. Mais c'est aussi une industrie très polluante. Comment réduire l'impact écologique de sa pratique informatique professionnelle et privée, lorsqu'on ne peut ou ne veut pas se passer d'un ordinateur ?

Éteignez votre ordinateur !

Sur une période de 6 ans (durée de vie moyenne d'un ordinateur), l'utilisation du PC représente 80 % de la consommation d'énergie, contre 20 % pour sa fabrication¹. En moyenne, un PC n'est utilisé que 3 heures par jour ouvré, alors que son unité centrale fonctionne 18 heures et son écran 11 heures. Les 3/4 du temps, un PC est donc allumé pour rien² !



Éteignez votre PC quand vous ne l'utilisez pas (la nuit, lors de la pause déjeuner, etc.). Éteindre son PC permet de consommer moins d'électricité, et n'endommage ni n'use les composants. Au contraire, en réduisant leur échauffement et les mouvements de certaines parties mécaniques, cela augmente leur durée de vie.

Paramétrez votre ordinateur pour qu'il se mette en veille après 10 minutes d'inactivité. Mais cela ne doit pas vous dispenser de l'éteindre car un PC ou un écran en veille consomme de l'électricité.

Éliminez les consommations fantômes

Branchez votre PC et ses périphériques sur une multiprise dotée d'un interrupteur car, même entièrement éteinte, votre installation informatique continue à consommer du courant, à cause des transformateurs (visibles ou non) qui alimentent certains éléments. Une fois votre système hors

tension, éteignez la multiprise pour empêcher toute consommation fantôme.

Lorsque vous utilisez votre PC, éteignez les périphériques inutilisés, et débranchez-les de la multiprise. Un périphérique sous tension, ou même simplement branché s'il comporte un transformateur, consomme du courant, même si vous ne l'utilisez pas.

Un affichage plus économe

Paramétrez votre écran pour qu'il se mette en veille après 5 minutes d'inactivité. N'utilisez surtout pas les "économiseurs d'écran", logiciels qui affichent des animations ou des images. Ils entraînent fréquemment une consommation d'électricité supérieure à celle d'un usage normal de votre PC !

Diminuez la luminosité de votre écran, en préservant bien sûr un confort visuel suffisant. Sur un PC portable, il n'est pas rare de réduire la consommation de 5 à 10 watts (parfois plus !) simplement en baissant la luminosité de l'écran LCD, souvent trop forte par défaut.

Désactivez les effets visuels superflus. Tous les systèmes d'exploitation proposent aujourd'hui divers effets visuels (animation des fenêtres, transparences, effets 3D...), esthétiques mais inutiles, qui sollicitent le processeur de la carte graphique et augmentent la consommation électrique. Pour cette même raison, les jeux vidéos sont de très gros consommateurs d'énergie, particulièrement les jeux en 3D.

Ce n'est pas qu'une impression...

Imprimez sur papier recyclé, recto-verso... et le moins possible. Privilégiez le papier recyclé : la fabrication d'une seule ramette de 500 feuilles économise 2,5 kWh par rapport au papier non recyclé ! La fabrication de papier consomme beaucoup plus d'énergie que l'impression elle-même. L'énergie "incorporée" dans le papier peut être plusieurs dizaines de fois supérieure à l'énergie utilisée pour l'imprimer³.

Faites recharger vos cartouches d'encre, plutôt que de les changer lorsqu'elles sont vides. Seuls 15 à 20 % des cartouches d'encre utilisées en France sont recyclées ! Recharger vos cartouches permet d'économiser jusqu'à 60 % sur le prix de cartouches neuves, pour une impression de qualité identique.



Notes :

1 : Boubker Benseddiq, "Analyse de cycle de vie du matériel informatique", www.eco-info.org/IMG/pdf/stage-acv-Boubker-Benseddiq.pdf

2 : Enertech, "Technologies de l'information et éclairage", 2005, www.enertech.fr/EquBur.html

3 : www.eu-energystar.org/fr/fr_032c.shtml



Notes :

4 :

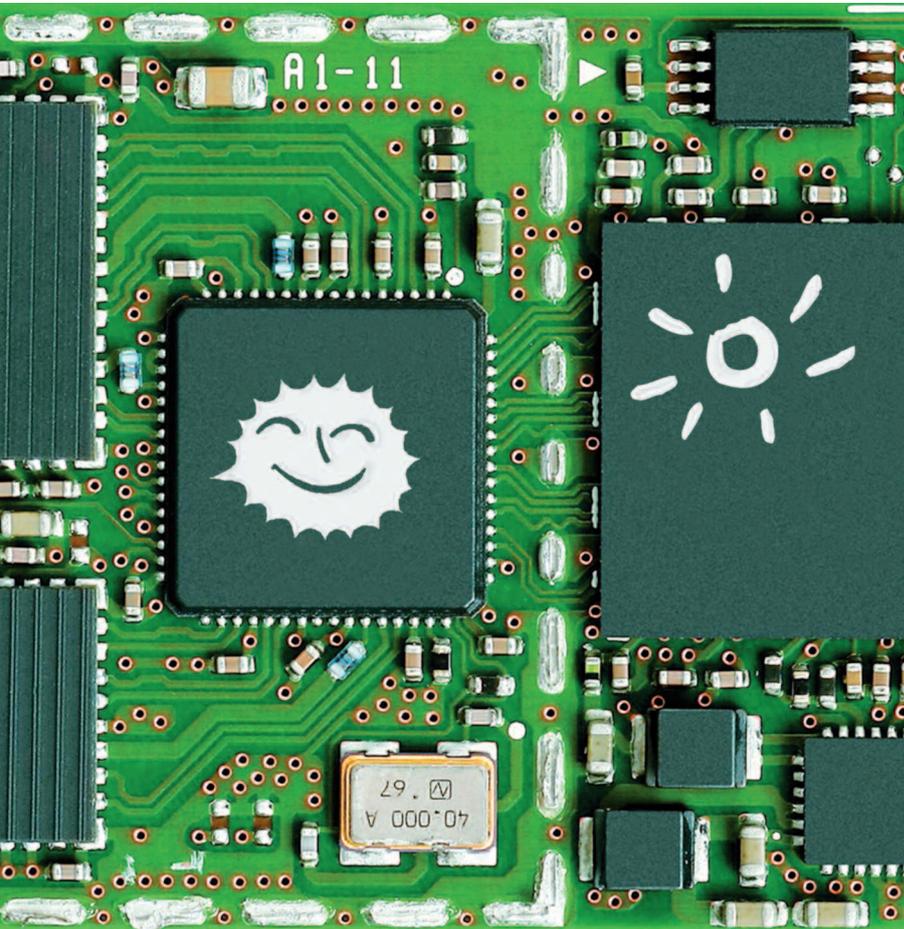
www.canardpc.com/dossier-36-9999-Guide_d_achat__Les_choix_de_la_redaction.html

5 : Décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 sur les Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Voir :

www.ecologie.gouv.fr/dechets-d-equipements-electriques.html

Économisez l'encre de vos cartouches. Lorsqu'un document ne nécessite pas une haute qualité d'impression, utilisez le mode "brouillon" ou "économie" de votre imprimante. Plus originale, la police de caractères Ecofont est spécialement conçue pour réaliser des impressions de qualité consommant jusqu'à 20 % d'encre en moins ! Bien sûr, imprimez le moins possible en couleurs.



Gardez votre PC le plus longtemps possible !

C'est le meilleur moyen pour réduire votre impact écologique. L'efficacité énergétique accrue procurée par un nouveau PC ne suffit pas, et de loin, à compenser la consommation d'énergie liée à sa fabrication. De même, d'un point de vue écologique, si vous êtes actuellement équipé d'un écran cathodique (CRT), mieux vaut le conserver que le remplacer par un écran plat (LCD) de taille équivalente, pourtant bien moins consommateur d'électricité.



Un PC de bureau est généralement évolutif : vous pouvez ajouter des composants, ou en changer certains. Pensez en priorité à ajouter de la mémoire vive (RAM), qui peut donner une seconde jeunesse à un PC qui "rame". Une barrette de RAM de 1 Go, de qualité et donc garantie 10 ans, coûte environ 30 €. Et un bon disque dur de 250 Go coûte à peine 50 à 60 €.

Soignez votre alimentation...

L'alimentation de votre PC est un composant méconnu, mais crucial pour sa performance énergétique. Elle détermine la stabilité de votre système, sa consommation d'électricité et la durée de vie de ses composants. Un courant de mauvaise qualité usera prématurément carte graphique, carte mère et disque dur, tout en provoquant des plantages dus à l'instabilité des tensions délivrées.

Si la facture détaillée de votre configuration ne mentionne pas explicitement le modèle exact de l'alimentation utilisée, celle-ci est presque certainement bas de gamme. Les alimentations de ce type (dites "no name") sont à proscrire absolument⁴. Il est fréquent qu'elles indiquent une puissance nominale mensongère et qu'elles ne respectent pas l'élémentaire norme européenne CE. Elles génèrent d'importantes perturbations électromagnétiques. Enfin, leur rendement ne dépasse pas 60 %, ce qui signifie que 40 % de l'électricité consommée est perdue inutilement sous forme de chaleur ! Cet échauffement requiert en outre un surcroît de refroidissement par ventilateur, lui-même consommateur d'électricité...

Le rendement de l'alimentation détermine directement la consommation électrique de votre PC. La certification 80-Plus est décernée aux alimentations garantissant un rendement de 80 %. Ses déclinaisons Bronze, Argent et Or récompensent des rendements qui peuvent aller jusqu'à 90 %. Il ne vous faudra pas plus de 40 à 50 € pour acheter une alimentation 80-Plus. Le surcoût par rapport à une alimentation "no name" est d'à peine 10 à 20 € et sera très vite rentabilisé. Il vous suffit d'une heure de temps et d'un tournevis pour remplacer votre alimentation bas de gamme. Voilà un excellent moyen de rendre votre PC de bureau vraiment plus économe, sans pour autant en changer !

Changez de système d'exploitation

Linux est un système d'exploitation libre (donc gratuit), performant et fiable (pas besoin d'antivirus ni de défragmentation du disque dur ; plantages rarissimes), souple et paramétrable de fond en comble. On peut le configurer pour une économie d'énergie maximale, et/ou pour le faire fonctionner sur un PC assez ancien. En outre, ce système est au moins aussi esthétique et pratique que Windows. S'il était difficilement accessible à l'utilisateur moyen voici quelques années, il est aujourd'hui très simple à installer et à utiliser. Linux donne accès à de très nombreux logiciels,

également libres et gratuits, qui sont aussi puissants que ceux, payants, disponibles sous Windows.

Il vous faudra moins de 3 heures pour installer Ubuntu, la "distribution" grand public par excellence de Linux. C'est même plus simple que de réinstaller Windows ! En ajoutant de la mémoire vive, une alimentation efficace et un nouveau disque dur, un PC acheté en 2003 peut devenir une bête de course. Sur le même disque dur, Linux peut cohabiter avec Windows et ses logiciels : la migration se fait ainsi en douceur. N'écoutez pas les Cassandra qui vous expliquent qu'installer et utiliser Linux est un calvaire ! Seule précaution : vérifiez d'abord la compatibilité de vos périphériques avec Linux.



Vous voulez quand même acheter un nouvel ordinateur ?

Pour commencer, ne jetez pas votre matériel actuel ! Depuis 2006, les distributeurs sont tenus de reprendre votre matériel usagé en échange de votre achat ⁵, afin qu'il soit collecté et traité. Réservez néanmoins cette possibilité aux matériels hors d'usage car votre vieil ordinateur ou certains composants en état de marche peuvent servir à d'autres. Revendez votre matériel d'occasion, ou mieux encore, donnez-le à une association qui le réutilisera pour fabriquer un nouvel ordinateur.

Pensez également au matériel d'occasion ou déstocké par des entreprises, des administrations ou des collectivités. Des magasins spécialisés dans ce domaine proposent des PC vérifiés et remis en état pour pas cher, souvent avec une garantie. Les modèles proposés ne sont bien sûr pas dernier cri, mais peuvent correspondre à vos besoins.

Lors de l'achat d'un nouvel ordinateur ou d'un nouveau périphérique, fiez-vous aux éco-labels. Au minimum, exigez des matériels labellisés Energy Star 5.0, 80-Plus et/ou TCO. En outre, une garantie constructeur longue, de 5 ans au moins, est une indication assez fiable de la qualité et de la durée de vie du matériel concerné : son fabricant n'a aucun intérêt à ce qu'il tombe en panne pendant la période de garantie !

Sur l'ensemble du cycle de vie, un PC portable génère (quantitativement) moins de nuisances environnementales qu'un PC de bureau, malgré sa durée de vie souvent inférieure¹. Deux raisons à cela : la moindre quantité de matière nécessaire à sa fabrication, et sa consommation électrique moindre lors de son utilisation.

Xavier Rabilloud

xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr



De nombreuses ressources sur le web

Un site incontournable très accessible et très complet sur les problématiques de la consommation énergétique et de la pollution liées à l'utilisation et au développement de l'outil informatique : www.eco-info.org

Donnez votre vieux matériel, achetez d'occasion à bas prix :

<http://don.ordi.free.fr>

Cet annuaire en ligne recense des associations qui récupèrent et remettent en état de marche le matériel informatique, donné par les particuliers, les entreprises et les collectivités, pour ré-assembler des PC prêts à l'emploi, vendus à très bas prix ou fournis gracieusement à des ONGs.

Comment paramétrer les veilles et l'affichage ? :

www.ordiconso.fr ; www.climatesaverscomputing.org ou bien faites une recherche via un moteur avec les mots : "mise en veille" "paramétrage"

Si vous trouvez contraignant de naviguer dans les quelques menus de configuration concernés sous Windows, de petits logiciels gratuits vous proposent un paramétrage "tout en un" : Local Cooling 2.0 ; Edison Verdiem ; EZ Wizard ; Cozsaver. Pour les télécharger, cherchez leur nom dans votre moteur de recherche.

Libre, simple, pratique, performant : Linux/Ubuntu

Livre libre "Simple comme Ubuntu" : <http://www.framabook.org/ubuntu.html>
 Tout sur Ubuntu : www.ubuntu-fr.org
 Economisez l'énergie avec Ubuntu : <http://doc.ubuntu-fr.org/energie>
 Paramétrer Linux en profondeur pour économiser l'énergie (en anglais) : www.lesswatts.org

Économisez l'encre :

Une police de caractères économe en encre : www.ecofont.org
 Rechargez vos cartouches d'encre : www.cartridgeworld.fr ; www.inkeko.fr ; <http://couleur-cartouche.com>

Comparatifs de matériels et de leur consommation électrique :

www.presence-pc.com ; www.lesnumeriques.com ; www.canardpc.com ; www.pcworld.fr ; www.configspc.com

Un PC basse consommation... alimenté à l'énergie solaire :

www.presence-pc.com/tests/PC-solaire-22700
www.presence-pc.com/tests/PC-solaire-montage-22701

LéOparleur

72 artistes soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire", parmi lesquels Nina Hagen, Sanseverino, Francis Lalanne, Kent, Les Ogres de Barback, Babylone Circus... Cette nouvelle rubrique vous présentera, à chaque revue, l'un de ces artistes engagés. Premier invité : Josef, chanteur, guitariste et compositeur du groupe alsacien LéOparleur qui soutient le réseau depuis 2007.



Le troisième album de LéOparleur "Faut du rêve" est disponible à partir du 19 avril et sera suivi d'une tournée. Soyez-en !
<http://www.leoparleur.com/>

Le groupe alsacien LéOparleur est l'un des premiers à avoir soutenu le Réseau "Sortir du nucléaire", dès 2007. C'est à travers des sonorités issues des cultures jazz, reggae, andalouses, rock et chansons que le groupe LéOparleur a su développer sa propre ambiance musicale. D'après leur site, "l'engagement de LéOparleur se lit ici à travers la poésie des textes, la juxtaposition des instruments en un monde d'entente et de tolérance cher aux musiques traditionnelles".

Jocelyn : Votre premier album est paru en 2002, le 3e vient de sortir. Pourquoi attendre si longtemps entre chaque disque ?

Josef : Nous prenons le temps de tourner, de souffler et de composer. Notre rythme c'est : sortie de l'album, une tournée, une année pour composer et une dernière pour enregistrer et préparer le nouvel album. Notre intérêt financier serait d'être plus productifs, mais cela ne correspond pas à notre rythme de travail !

Vous avez enregistré votre nouvel album en Andalousie dans une ferme autonome en électricité. Vos impressions ?

Nous avions déjà des contacts avec les habitants de la ferme, ce qui nous a incités à enregistrer chez eux. C'était l'occasion de nous éloigner un peu de la démarche habituelle, en nous isolant et en choisissant un lieu de résidence en plein désert, loin des studios classiques. Mais ce fût un combat quotidien. On se faisait remonter les bretelles pour économiser l'eau, pour éteindre les ordinateurs, etc. Pendant la journée, l'électricité provenait de sources renouvelables (éolienne, photovoltaïque) et si nous consommions trop, la nuit nous devions passer sur un groupe électrogène. Le contraste avec

les environs était étonnant : nous étions dans une ferme alternative, à quelques kilomètres d'une mer de serres pour les tomates et des bidonvilles habitées par ceux qui y travaillent... Le contraste entre ce que nous vivons et les conditions de vie et de production dans ces exploitations était violent.

Vous étiez à Colmar en octobre 2009 lors du rassemblement "Fermons Fessenheim". Quels sont vos choix face aux sollicitations que vous recevez ?

Nous ne pouvons répondre à toutes les sollicitations. Notre engagement reste focalisé donc sur des questions qui nous semblent essentielles, telles que la lutte antinucléaire. Par le passé nous avons également donné des concerts de soutien pour Attac Allemagne. Nous avons également écrit une chanson plus engagée lors des dernières présidentielles, à propos d'un certain candidat ! Nous choisissons réellement les événements auxquels nous participons pour ne pas banaliser notre présence. En février, nous avons joué à Strasbourg en soutien aux Haïtiens, même si cela nous a fait beaucoup hésiter. À l'inverse il nous est arrivé de jouer dans une commune dont les habitants travaillaient dans le nucléaire : l'après concert a vite pris l'allure d'un débat sur la question !

Un message aux antinucléaires ?

Nous sommes toujours prêts à accueillir un stand lors de nos concerts. Alors n'hésitez pas à prendre contact !

Propos recueillis par J. Peyret

Découvrez les 72 artistes qui soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire".
www.sortirdunucleaire.org/dossiers/soutien-artistes.html

Pour tenir un stand lors d'un concert,

contactez Jocelyn Peyret.

Tel : 03 89 41 80 95

jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr

DR



Pas de vacances pour Inspecteur Anon

Un beau livre illustré pour les enfants

Enfin les vacances pour Inspecteur Anon ! Il se réjouit à l'idée de se reposer en Normandie. Mais il est loin d'imaginer ce qui l'attend ! Une centrale nucléaire est en cours de construction. Anon va devoir rapidement se remettre au travail et mener une enquête. Une sympathique équipe va l'épauler pour découvrir comment produire de l'énergie proprement et convaincre les hommes de consommer moins d'énergie.

Ce livre s'adresse aux enfants dès 4 ans. Il explique de façon très simple et poétique l'intérêt de développer les énergies renouvelables, la nécessité de participer activement à la réduction de la consommation d'énergie, ainsi que les dangers du nucléaire avec l'accent mis sur le problème des déchets. Chaque page de cette histoire anti-nucléaire est superbement illustrée.

Cet ouvrage est à offrir sans aucune retenue aux plus jeunes ! Attrayant, attachant, il n'en est pas moins sérieux, porté par un propos simple mais assez exhaustif. Il saura plaire aux petits comme à leurs parents.

Delphine Boutonnet

delphine.boutonnet@sortirdunucleaire.fr



Pas de vacances pour Inspecteur Anon

Faustine Lagrange et Anne-Claire Outin, auto-édition, 2010, 42 pages.

A commander au prix de 14,70 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Votre T-Shirt antinucléaire pour l'été !

Le T-Shirt militant de couleur jaune, en coton 100 % bio et équitable, est à nouveau disponible ! Il porte le slogan "Pour un monde sans nucléaire" et le visuel ci-contre.

Face au succès qu'il a remporté l'an dernier, nous proposons désormais une coupe femme, en plus de la coupe unisexe.

Tailles disponibles : S, M, L, XL

T-shirt unisexe :

Taille : S / M / L / XL

Hauteur : 70 cm / 73 cm / 74 cm / 75 cm

1/2 poitrine : 51 cm / 51 cm / 58 cm / 60 cm

T-shirt femme :

Taille : S / M / L / XL

Hauteur : 54 cm / 56 cm / 40 cm / 42 cm

1/2 poitrine : 36 cm / 38 cm / 40 cm / 42 cm

Pour vous procurer un T-Shirt, commandez-le au prix de 18,50 € (frais de port inclus : 3,50 €) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

N'oubliez pas de préciser le modèle (unisexe ou femme) et la taille souhaitée... Dépêchez-vous, il n'y en aura pas pour tout le monde !



La Centrale, un roman à lire d'urgence !

Une plongée dans l'univers des travailleurs du nucléaire

Ce sont les ouvriers de l'invisible. Ils se glissent au cœur des centrales nucléaires, vivant au rythme des embauches saisonnières et des trois-huit quotidiens, faisant le sale boulot pour de maigres salaires, côtoyant en permanence le risque et la précarité. [...] Ils sont soudeurs, robinetiers, mécaniciens, électriciens ou ouvriers non qualifiés. Ils vivent le plus souvent entre camarades dans des caravanes, mais aussi parfois en famille. Ils se déplacent de site en site (la France compte dix-neuf centrales), au gré des "arrêts de tranche", ces interruptions régulières du fonctionnement des réacteurs, pour permettre l'accès aux zones normalement confinées, le remplacement du combustible usé, les inspections de contrôle et les travaux de maintenance. "Quels sont vos projets ? Je lui dis, en avril le Blayais, et en mai Tricastin."

[...] Le personnage, dont le meilleur ami, Loïc, a jeté l'éponge un an plus tôt, vient d'être victime d'un incident. Il attend le diagnostic ; pour lui, le couperet est-il plutôt celui de la santé ou de l'arrêt de travail forcé ? "Chair à neutrons. Viande à rem. On double l'effectif pour les trois semaines que dure un arrêt de tranche. Le rem, c'est l'ancienne unité, dans l'ancien système. Aujourd'hui le sievert. Ce que chacun vient vendre c'est ça, vingt millisieverts, la dose maximale d'irradiation autorisée sur douze mois glissants. Et les corps peuvent s'empiler en première ligne, il semble que la réserve soit inépuisable. J'ai eu mon heure. J'ai été celui qu'on entraîne à l'arrière du front." Cette guerre se mène en silence, dans l'illusion de liberté que donne l'imprévu de la route et les agences d'intérim. "Nomade, ce n'est pas l'exploration continue de nouvelles terres, c'est une façon d'être en boucle, mais alors sur un territoire suffisamment vaste."

[...] Que viennent-ils chercher là, ces hommes ? Quelle est leur vie personnelle, quelles sont leurs motivations ? Où puisent-ils la force de cet engagement total que le poste requiert ? "Vous connaissez les gestes. Des gestes simples que vous refaites mentalement, on vous l'a dit, la difficulté n'est pas dans le geste." Et derrière tout cela le spectre de

l'accident, toujours possible malgré les normes strictes, comme celui de 1986 près de Tchernobyl, en Ukraine, dont l'auteur fait le récit bref et glaçant, minute par minute.

Sabine Audrerie

La Croix, 7 janvier 2010

[...] Extrême précision documentaire et narration très incarnée : Elisabeth Filhol tient ces deux fils, les suit l'un et l'autre, les croise et les tisse, pour former un tissu romanesque extrêmement original et convaincant. La minutie froide, radicale, presque envoûtante des développements techniques et scientifiques, qui sont comme autant de plongées hyperréalistes dans le monde de l'industrie nucléaire ou dans celui, infiniment petit et anxiogène, de l'atome et de la fission, participe pleinement du dispositif narratif de La Centrale. Confrontant la fragilité des hommes à la froideur, la complexité, l'inaccessibilité, mais aussi la séduction puissante de la technologie. Interrogeant, sans militantisme mais avec beaucoup d'humanité, la validité du sacrifice que le monde moderne exige de l'homme.

Nathalie Crom

Télérama n° 3130, 9 janvier 2010



La Centrale

Elisabeth Filhol, Ed. P.O.L., roman 144 pages, 2010.

A commander au prix de 18 € port compris, au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Mentions légales :

Revue trimestrielle

"Sortir du nucléaire" n°45 - Avril 2010.

Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Nadège Morel

Corrections : Myriam Battarel

Maquette : Wladdimir Quénu.



CPPAP : 06 013 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 20 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>